



« LA FRANCE EN MORCEAUX »

Baromètre des Territoires 2019

EMBARGO TOTAL MARDI 19 FEVRIER 6H

Bernard Sananes, Président ELABE
Laurence Bedeau, Associée ELABE
Bruno Cautrès, Chercheur CNRS et au CEVIPOF
Thomas Vitiello, Chef de projet ELABE
Vincent Thibault, Chargé d'études senior ELABE

En l'espace de 20 ans, la structure sociale et spatiale de la France s'est profondément modifiée.

En deux générations, le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur a doublé, passant à plus de 40% des sortants de la formation initiale chaque année¹.

Les emplois sont de plus en plus concentrés dans le cœur des métropoles², alors que le périurbain a capté une grande partie de l'habitat³.

Ces mutations ont créé de nouvelles fractures qui séparent aujourd'hui une France qui va plutôt bien et a pu tirer parti de ces évolutions, et une France qui se sent mise à l'écart et a le sentiment de perdre sur toute ou partie des tableaux.

Alors que la peur du déclassement semble ne plus épargner aucune catégorie sociale et que de nombreux Français partagent le sentiment diffus de vivre dans une société inégalitaire et injuste, le Baromètre des Territoires a choisi d'explorer l'impact de ces fractures sociales et territoriales sur l'adhésion au récit national et l'« envie de faire France commune ».

La France d'aujourd'hui est-elle une mosaïque de territoires qui s'opposent, ou est-elle la somme d'une pluralité de situations socio-économiques qui dépassent les fractures territoriales objectivement observables ? Quel regard les Français portent-ils sur le territoire dans lequel ils vivent ? Est-il un lieu où ils réalisent et épanouissent leur projet de vie, ou un espace qui les entrave et les assigne ?

Autrement dit, que faut-il attribuer aux facteurs économiques et sociaux et que faut-il attribuer à la géographie et à la présence de l'Etat dans nos territoires (aménagement du territoire, offre de services publics) ?

Le Baromètre des Territoires analyse la France d'aujourd'hui avec un double regard : sociologique et territorial.

En croisant des données portant sur le bonheur privé, le lien social, la perception du lieu de vie et de l'habitat, le sentiment de justice sociale, les attentes comparées aux réalités en matière de qualité de vie, d'accès aux services publics et aux infrastructures et la capacité à se projeter dans l'avenir, **le Baromètre des Territoires dresse un portrait inédit des Français, de nos territoires et de notre pays.**

Les Français font le récit d'une vie privée heureuse, en très grande partie nourrie par les petits et grands bonheurs de la famille et du cercle proche qu'ils se sont choisi et sur lequel ils savent pouvoir compter. Dans la plupart de nos régions, **ce bonheur privé se prolonge du sentiment qu'il fait « bon vivre » dans son quartier, dans sa commune, quelles qu'en soient les réalités socioéconomiques.**

¹ Marie-Emilie Clerc, Olivier Monso, Erwan Pouliquen, « Les inégalités entre générations depuis le baby-boom », Insee, juillet 2011, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1373852?sommaire=1373855>

² Thomas Allaire, Jérémie Bureau, Anne-Laure Le Serviget, Thierry Pech, « Le marché du travail dans les grandes aires urbaines en 2015 », Terra Nova, février 2016, <http://tnova.fr/etudes/le-marche-du-travail-dans-les-grandes-aires-urbaines-en-2015>

³ François Cusin, Hugo Lefebvre et Thomas Sigaud, « La question périurbaine : enquête sur la croissance et la diversité des espaces périphériques », Revue française de sociologie, n°57-4, 2016

Cet espace personnel est pourtant percuté de plein fouet par la **crise du pouvoir d'achat et le sentiment désormais majoritaire de vivre dans une société produisant relégation et exclusion**. Quel que soit leur capital socio-culturel et patrimonial, une majorité de Français exprime un même sentiment d'injustice et s'indigne des inégalités qui fracturent notre pays et fragilisent les parcours.

Bonheur privé et violence sociale sont néanmoins modulés – atténués ou amplifiés, par le rapport subi ou choisi que nos concitoyens entretiennent avec leur territoire et avec la mobilité sociale.

Le Baromètre des Territoires révèle quatre grands types de trajectoires sociales et territoriales, qui coexistent dans notre espace national :

- **21%** des Français sont **affranchis des contraintes territoriales et sociales** : ils ont peu d'attache territoriale, ils réalisent leur projet de vie sans entrave, ou ont les moyens socioculturels de surmonter les obstacles, de s'emparer des opportunités et de tirer parti des évolutions de notre société, telles que la numérisation de nos vies personnelle, sociale et professionnelle, l'Union Européenne ou la mondialisation (les « Français affranchis »).
- **22%** font le **choix résolu d'un enracinement dans leur territoire**. Heureux de vivre là où ils ont choisi de vivre, leur bulle personnelle est un bouclier qui les protège de la violence sociale, sans pour autant la masquer (les « Français enracinés »).
- **25%** sont **assignés à leur territoire et subissent de plein fouet les inégalités sociales et territoriales** (les « Français assignés »). Ils sont bloqués géographiquement et socialement. Ils dessinent leur avenir et celui de leurs enfants avec pessimisme.
- **32%** vivent une **forte tension entre leur aspiration à la mobilité sociale et territoriale et une difficulté à s'affranchir de leur situation socio-économique** et des inégalités territoriales (les « Français sur le fil »).

L'aménagement, la qualité de la présence des services publics et la topographie socio-économique de nos **territoires** amortissent ou amplifient les fragilités individuelles. Ce faisant, ils **facilitent ou entravent les trajectoires individuelles, et modulent naturellement le regard que les Français portent sur la vitalité de l'endroit où ils vivent**. Néanmoins, le Baromètre des Territoires révèle que, **sur le regard porté sur la société et l'évaluation de son propre parcours de vie, le pouvoir d'achat et le capital socio-culturel des individus sont des déterminants beaucoup plus puissants que les caractéristiques objectives de nos territoires**.

Ainsi, ces quatre groupes de Français se côtoient, voire se croisent assez largement au sein de mêmes territoires (au sein d'une même région administrative, mais également au sein de territoires de vie objectivement homogènes en matière de services publics et de dynamisme économique).

Apparaît ainsi l'image d'une France en morceaux, qui expriment pourtant un commun attachement à la France et, à travers cet attachement, peut-être l'envie ou l'espoir d'un destin commun.

Fiche technique de l'enquête « Baromètre des Territoires 2019 »

Interrogation

Echantillon de 10 010 personnes, divisé en 12 sous-échantillons régionaux de 800 individus (1 200 en Ile-de-France), représentatifs de la population résidente de chaque région administrative métropolitaine âgée de 18 ans et plus.

Constitution de l'échantillon

La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas appliquée par région aux variables de genre, âge, catégorie socio-professionnelle et taille d'agglomération.

Mode de recueil et dates de terrain

Interrogation par Internet entre le 14 décembre 2018 et le 8 janvier 2019.

Questionnaire

L'enquête est composée de 5 parties : « Confiance et regard sur sa qualité de vie », « Lien social », « Regard sur son territoire », « Relation du territoire avec l'Etat et l'Union Européenne », et « Vision de la société ».

Au total, le questionnaire comprend 120 questions.

Marges d'erreur

Taille de l'échantillon	Intervalle de confiance (avec un niveau de confiance de 95%)										
	Scores obtenus										
	2% ou 98%	5% ou 95%	10% ou 90%	15% ou 85%	20% ou 80%	25% ou 75%	30% ou 70%	35% ou 65%	40% ou 60%	45% ou 55%	50%
100 cas	2,6	4,4	6	7,2	8	8,6	9,2	9,6	9,8	10	10
500 cas	1,3	2	2,7	3,2	3,6	3,9	4,1	4,3	4,4	4,5	4,5
1 000 cas	0,8	1,4	1,8	2,3	2,5	2,7	2,9	3	3	3,1	3,1
2 000 cas	0,6	1	1,3	1,6	1,8	2	2,1	2,2	2,2	2,3	2,3
5 000 cas	0,4	0,4	0,6	0,8	1	1,2	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4
8 000 cas	0,3	0,5	0,7	0,8	0,9	0,9	1	1	1,1	1,1	1,1
10 000 cas	0,3	0,4	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	1	1	1

Note de lecture : pour un échantillon de 10 010 personnes, si le score mesuré est de 25%, il y a 95% de chances que la valeur réelle se situe dans une fourchette de plus ou moins 0,9 points, et donc entre 24,1% et 25,9%.

ENSEIGNEMENTS NATIONAUX

1) Une cohésion sociale sous tension

La France a enregistré au cours des dernières décennies des évolutions socio-économiques et sociétales majeures. Notre société est devenue plus mobile géographiquement, plus fluide, plus connectée, intégrée à l'économie mondiale et influencée par les effets de l'intégration européenne. Nous avons aussi progressivement appris à vivre avec l'instabilité économique et le chômage. Ces tendances fortes ont engendré, en France peut-être encore plus qu'ailleurs, une peur du déclassement, des doutes quant à la capacité de résistance du pacte républicain et un pessimisme social.

Le Baromètre des Territoires confirme un paradoxe français faisant cohabiter bonheur privé et souffrance sociale.

73% des Français se déclarent heureux, dont un tiers *très heureux* et 40% *plutôt heureux*. 67% font le récit d'un équilibre trouvé entre temps de vie personnelle, familiale, sociale et professionnelle. 6 Français sur 10 ont le sentiment d'avoir choisi la vie qu'ils mènent et 65% qu'ils peuvent s'en sortir par eux-mêmes, faire face aux problèmes de la vie.

- Cet épanouissement et cet équilibre personnels, cette capacité à la résilience se nourrissent des petites et grandes joies d'une famille en bonne santé, de plaisirs simples de la vie quotidienne et de moments partagés avec des proches⁴ sur lesquels les Français sont certains de pouvoir compter (75% jugent qu'en cas de problèmes graves, ils auront dans leur entourage des personnes sur qui vraiment compter).
- Pour près de quatre Français sur dix, le bien-être se cultive également dans des associations sportives, culturelles, des clubs ou par un engagement bénévole ponctuel en faveur d'une action d'intérêt général. Si seuls 5% sont adhérents d'une association de quartier, un Français sur trois a déjà consacré un peu de son temps à un événement ou une activité de son quartier et 32% affirment qu'ils seraient prêts à le faire.

⁴ Analyse des verbatim en réponse à la question ouverte : Qu'est-ce qui vous rend heureux ? (aucun item de réponse suggéré)

Dans la plupart de nos régions, ce bonheur privé se prolonge du sentiment qu'il fait « bon vivre » dans son quartier, dans sa commune (66%), quelles qu'en soient les réalités socio-économiques. Un Français sur quatre affirme même sans retenue que l'endroit où il vit n'a aucun défaut !

- Le sentiment de **sécurité** prévaut (67%).
- Et si l'environnement de proximité n'est pas exempt de **pollutions** (eau, air, sols), seuls 17% considèrent que l'endroit où ils vivent est pollué, 30% ne se prononcent pas (traduisant la difficulté, dans des situations de pollutions non visibles ou non ressenties, à porter un diagnostic sûr de la situation environnementale) et 54% estiment que leur **cadre de vie** est **plutôt préservé**.
- La plupart des Français ont établi des **liens de confiance avec les acteurs de proximité des services publics** : hôpital le plus proche, police ou gendarmerie de proximité, école de son secteur et bureau de poste le plus proche enregistrent des niveaux de confiance de 59% à 71%.
- Enfin, **entraide et fraternité n'ont pas disparu de nos territoires** : un Français sur trois fait le récit des liens de solidarité tissés avec ses voisins, et jusqu'à deux Français sur cinq dans les bourgs, petites villes et territoires ruraux. L'urbain dense dessine plutôt des relations de cohabitation (*mes voisins et moi vivons chacun de notre côté, sans vraiment nous connaître*, jusqu'à 58% dans les territoires de vie très urbanisés). Cette indifférence relative, ponctuellement teintée de méfiance, dégrade légèrement le sentiment de « bon vivre » (57%, soit -9 points).

Ce cocon personnel est cependant percuté de plein fouet par la crise du pouvoir d'achat et la souffrance sociale, perçue l'une comme l'autre s'aggravant.

La promesse républicaine est déçue, le contrat social fragilisé.

- **La crise du pouvoir d'achat coupe la France en deux.**
Une moitié (48%) vit des fins de mois difficiles, dont 35% parviennent difficilement à finir le mois en se restreignant, et 13% sont obligés de puiser dans leurs réserves ou d'emprunter. Seuls 19% des Français déclarent aujourd'hui avoir une capacité d'épargne (*je boucle facilement mes fins de mois et j'arrive à mettre de l'argent de côté*).

37% ont été à découvert au moins à plusieurs reprises (dont 17% tous les mois ou presque) **ces 12 derniers mois, le 18 du mois en moyenne.**

Cette pression sur le pouvoir d'achat se traduit concrètement par :

- Des **difficultés répétées à subvenir à l'essentiel** : 18% ont eu, à plusieurs reprises, des difficultés à payer leur **loyer** ou leur emprunt immobilier, 21% à régler leurs **factures d'électricité, de gaz ou de fioul** ; 18% à régler leurs factures de **communication** (téléphone mobile, internet, fixe) et 20% à payer leurs frais de **transport** (abonnements transports en commun, carburant, ...).

- 20% déclarent des difficultés récurrentes à payer leurs impôts, taxe d'habitation ou taxe foncière (dont 8% tous les mois ou presque).
- **Des renoncements** : un Français sur deux a retardé ou renoncé à des soins de santé en 2018.
- **Et une somme d'arbitrages** : 32% cherchent presque systématiquement les prix les plus bas quand ils font leurs courses alimentaires, et 50% quand ils achètent des vêtements ou des chaussures.

Ce récit d'une précarisation du quotidien de près d'un Français sur deux se double de la perception d'une dégradation de leur situation financière au cours des douze derniers mois. **43% des Français affirment que la situation de leur foyer s'est détériorée en 2018**, 38% parmi les actifs et jusqu'à **60% parmi les retraités** (dont 14% *nettement* dégradée, qu'ils soient anciennement cadres, professions intermédiaires, employés ou ouvriers. La hausse de la CSG a produit, auprès des retraités, un sentiment de déclassement qui les épargnait au moins partiellement jusque-là, sans perspective de compenser la « perte » par une augmentation de revenus). **De surcroît, un peu plus d'un Français sur deux est convaincu que ses parents vivaient mieux que lui, dessinant ainsi un lent déclin qui semble n'en plus finir.**

La « peur de tomber » est sans aucun doute amplifiée, pour les actifs, par le sentiment qu'il est de plus en plus difficile de trouver un emploi là où ils vivent (54% au niveau national, jusqu'à 68% dans les territoires de vie isolés, peu urbanisés, hors influence des grands pôles). Cette inquiétude est alimentée par la relative atonie économique des territoires en situation peu favorable ou ruraux : les Français y sont les témoins inquiets de commerces de proximité qui ferment sans trouver repreneur.

- **Cette profonde crise du pouvoir d'achat se double du sentiment désormais majoritaire de vivre dans une société produisant relégation et exclusion.** Quel que soit leur capital socio-culturel et patrimonial, une majorité de Français exprime un même sentiment d'injustice et s'indigne des inégalités qui fracturent notre pays et fragilisent les parcours.
 - 78% jugent la **société actuelle injuste** (dont 28% *très injuste*), et 63% sont convaincus qu'en France **la réussite sociale est jouée d'avance et dépend beaucoup des origines des gens**. Quelle que soit leur origine, les Français dessinent une France des castes, dont les fractures se seraient considérablement aggravées en quelques générations : 42% estiment que la société dans laquelle vivaient leurs parents était plus juste que celle d'aujourd'hui.
 - **Cette injustice suscite l'indignation des Français : écart entre hauts et bas salaires** (37%) et **inégalités sociales** (29%) cristallisent la colère. Les inégalités entre les territoires n'indignent que 6% des Français (9%, point le plus haut, dans les territoires de vie isolés, peu urbanisés, hors influence des grands pôles). Les habitants de ces zones,

dont on aurait pu faire l'hypothèse qu'ils seraient plus nombreux à dire la colère suscitée par le retrait des services publics de leur lieu de vie sont, à l'image d'une majorité, d'abord indignés par l'écart entre hauts et bas salaires).

- **L'injustice perçue fragilise le consentement à l'impôt** : 34% considèrent qu'impôts et taxes sont inutiles et 65% qu'ils contribuent plus au système qu'ils n'en bénéficient.
Pourtant, le pacte fiscal n'est pas rompu : 81% des Français affirment être prêts à payer plus d'impôts ou de taxes si cela permettait, notamment, de réduire la pauvreté (36%), d'avoir un meilleur système de santé (31%), de réduire les pollutions (23%) ou d'avoir une meilleure éducation (21%). C'est donc la capacité à démontrer l'efficacité de la redistribution et sa contribution objective à un mieux-être social et à l'égalité républicaine qui sont en jeu.

Crise du pouvoir d'achat et souffrance sociale « abîment » la confiance des Français et leur capacité à se projeter, individuellement et collectivement, dans l'avenir.

- Moins d'un sur deux (47%) est optimiste pour son avenir personnel (contre 43% pessimistes, dont 11% *très pessimistes*). Et 45% pensent que *quand leurs enfants auront leur âge, ils vivront moins bien qu'eux* (dont 24% *beaucoup moins bien qu'eux*), contre 15% qu'ils vivront mieux. Le bonheur privé, dont une majorité témoigne, ne suffit pas à penser sereinement son parcours dans l'espace social à moyen et long terme, ni celui de ses enfants.
- Ces peurs personnelles se doublent d'un pessimisme social : 70% sont pessimistes sur l'avenir de la société française (dont 26% *très pessimistes*).
- Et c'est du bout des lèvres qu'une courte majorité relative de Français prête à leurs élus le pouvoir de changer le monde dans lequel ils vivent : 52% pour leur maire, 49% pour le Président de la République, 44% pour le Président de leur région et 39% pour leur député. L'action des partis politiques (31%) et syndicats de salariés (33%) n'apparaît plus efficace qu'à un Français sur trois. Les associations font à peine mieux que les élus (47% *a le pouvoir de faire évoluer le monde dans lequel on vit*).

A ce soupçon d'impuissance s'ajoute une crise de la confiance, plus profonde encore : moins d'un Français sur cinq déclare aujourd'hui faire confiance à ses élus (à l'exception de « son maire » 41%) et aux corps intermédiaires.

Les entreprises sont relativement épargnées par ce doute : 61% jugent qu'elles ont le pouvoir de changer le monde dans lequel on vit. Et si la prudence est de mise en termes de confiance (40% *ni confiance, ni pas confiance*, traduisant la difficulté à juger l'entreprise de façon abstraite sur le registre de la confiance), la défiance systématique de principe est minoritaire (22%).

Malgré cette souffrance sociale, la France reste le point d’ancrage le plus rassembleur, loin devant nos territoires.

- 73% sont attachés à la France, pour 58% exprimant leur attachement à leur région, 53% à leur département, 52% à leur ville ou village et 45% à leur quartier.
- Les Français tiennent en revanche l’**Union Européenne à distance** : 34% seulement s’y déclarent attachés. 35% considèrent que l’appartenance de la France à l’UE a plus d’avantages que d’inconvénients, une opinion tout juste équilibrée par 31% établissant un bilan neutre (autant d’avantages que d’inconvénients). Et 51% ne font pas confiance au Parlement européen, pour 37% ne se prononçant pas.

L’Union Européenne fait l’objet d’un profond désamour de la part des Français, nourri par la conviction désormais bien ancrée qu’elle échoue à maîtriser les flux migratoires dans leur région (51%), à protéger leur région des effets négatifs de la mondialisation (47%) et à participer au développement de l’endroit où ils vivent (40%). **Ni bouclier ni accélérateur, plus de deux Français sur trois sont pessimistes sur son avenir.**

Le sentiment d’appartenance nationale résiste, mais l’amplitude des écarts de position sociale, la multiplication et l’empilement des inégalités, la perception de frontières de classes infranchissables produisent un profond sentiment d’injustice et d’insécurité sociales permanentes.

Si cette « violence » sociale ne touche pas tous les Français avec la même dureté, la souffrance sociale s’exprime désormais majoritairement dans toutes les catégories de population, qu’elles disposent ou non d’un capital socioculturel et patrimonial en atténuant les effets.

Cette souffrance diffuse est, sans aucun doute possible, une source de délitement de notre cohésion sociale.

2) Mobilités et choix de vie : le territoire à la croisée des chemins

La souffrance sociale fait aujourd'hui fréquemment l'objet d'une lecture spatiale. De nombreux acteurs du débat public cherchent à l'expliquer par l'identification de **grands types de territoires qui structureraient l'espace national et seraient devenus les conducteurs des antagonismes sociaux et politiques de notre pays**⁵.

- Nous aurions, d'un côté, des territoires intégrés dans la mondialisation et cumulant les meilleures opportunités d'emploi, les meilleures infrastructures, les populations les plus riches et les plus éduquées ; et de l'autre côté, un vaste ensemble de territoires plus ou moins « décrochés », composés de villes moyennes, de communes rurales en déclin économique, et dont les populations seraient en voie de « désaffiliation politique et culturelle ».
- **Il existe évidemment des différences de ressources et d'accès à ces ressources objectives entre territoires.** L'INSEE a développé une typologie de territoires de vie construite à partir d'une trentaine d'indicateurs permettant d'appréhender de manière objective la qualité de vie matérielle dans les territoires de France métropolitaine⁶. Cette typologie dessine une France fractionnée en huit grands types de territoires. Elle met en lumière les écarts d'accès aux infrastructures, aux services de santé, les écarts de revenus, de niveau d'éducation, ..., par territoire.

Mais ces situations objectivement distinctes produisent-elles mécaniquement des ressentis différents des conditions de vie ?

Ou certaines caractéristiques individuelles, par exemple le capital socio-culturel, compensent-elles ou aggravent-elles le ressenti des habitants de chacun de ces territoires ?

- On constate que les personnes vivant sur des territoires dont l'accès aux services et aux infrastructures est plus difficile ont effectivement le sentiment de ne pas avoir un accès de

⁵ C'est par exemple le cas de Christophe Guilluy, géographe français qui a popularisé l'idée d'un affrontement entre métropoles et France périphérique. Christophe Guilluy, *La France périphérique*, Paris, Flammarion, 2014.

Ou encore d'Hervé Le Bras, démographe français et chercheur émérite à l'INED, et historien enseignant à l'EHESS.

⁶ Parmi une trentaine d'indicateurs la typologie de l'Insee se base notamment sur l'accessibilité des équipements, le niveau d'éducation, l'emploi, l'environnement, le logement, l'équilibre travail-vie privée, les relations sociales, les revenus, les transports et la santé. Les huit territoires de la typologie sont :

- Des territoires très urbanisés, plutôt favorisés mais avec des difficultés sociales et des emplois souvent éloignés ;
- Des territoires plutôt favorisés, à l'accès aux équipements rapide mais avec des difficultés socio-économiques ;
- Des territoires denses et riches, présentant d'importantes disparités femmes/hommes ;
- Des territoires plutôt aisés, éloignés de l'emploi, situés surtout dans le périurbain ; des territoires plutôt denses, en situation peu favorables ;
- Des bourgs et petites villes en situation intermédiaire ; des territoires isolés, peu urbanisés, hors de l'influence des grands pôles ;
- Des territoires autour de villes moyennes, offrant des emplois et des conditions de vie plutôt favorables.

Pour une présentation complète de la typologie des territoires de vie, voir : Robert Peynard, Pascal Vialette, « Une approche de la qualité de vie dans les territoires », Insee, octobre 2014, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1281328>

qualité à ces services (dans le Tableau 1 : « communes rurales » et « bourgs et petites villes, en situation intermédiaire »). Ceci se vérifie quel que soit le niveau de vie des personnes interrogées. Autrement dit, **si votre territoire de vie cumule des indicateurs de qualité de vie matérielle peu favorables, peu importe que vous soyez en difficulté financière ou à l'aise économiquement, votre qualité de vie en sera impactée.**

- Au contraire, **sur des territoires en situation favorable, quel que soit le niveau de vie d'un individu, les habitants déclarent avoir un bon accès aux services et aux infrastructures** (dans le Tableau 1 : « agglomération de plus de 100 000 habitants » et « territoires plutôt favorisés, à l'accès aux équipements rapide mais avec des difficultés socio-économiques »).

Il y a donc bien un effet « territoire » sur l'accès aux services, effet qui n'est pas compensé par les ressources économiques ou culturelles individuelles.

Pour autant, cette situation objective d'accès aux services publics et infrastructures sur territoire n'influence pas le regard que portent les Français sur leur vie personnelle et sur la société française.

- Quel que soit le territoire observé, les individus dont le niveau de vie est relativement le plus bas jugent que payer des impôts et des taxes est moins utile, estiment avoir une vie sociale moins riche, se sentent davantage « coincés » là où ils vivent, et sont moins heureux que les individus les plus aisés. Sur ces sujets, c'est donc davantage le niveau de vie et donc le pouvoir d'achat des individus qui structure l'opinion.
- Le diagnostic amer d'un ascenseur social en panne est, lui, partagé par la plupart des Français, quel que soit leur territoire de résidence et quel que soit leur niveau de vie (cf. les deux dernières colonnes du Tableau 1).

Tableau 1. Comparaisons territoriales entre individus à bas et haut niveau de vie sur des indicateurs sociétaux et économiques (%)

	Nombre d'individus	Accès facile et rapide à une série de huit services	Considère utile de payer des impôts et des taxes	Se sent heureux dans la vie	Estime avoir une vie sociale riche	Se sent « coincé » là où il habite	Considère que la réussite sociale en France est jouée d'avance	Trouve que la société actuelle est injuste
Communes rurales								
<i>Niveau de vie</i>								
<1 000€ par mois	584	15	39	65	36	53	65	88
>2 000€ par mois	672	25	63	78	53	43	62	77
Bourgs et petites villes en situation intermédiaire (typologie Insee)								
<i>Niveau de vie</i>								
<1 000€ par mois	322	17	39	63	33	54	65	85
>2 000€ par mois	369	29	62	79	61	36	67	76
Agglomération de plus de 100.000 habitants								
<i>Niveau de vie</i>								
<1 000€ par mois	722	42	46	64	37	49	61	79
>2 000€ par mois	1088	56	69	81	56	40	63	74
Territoires plutôt favorisés, à l'accès aux équipements rapide mais avec des difficultés socio-économiques (typologie Insee)								
<i>Niveau de vie</i>								
<1 000€ par mois	650	43	47	64	37	50	62	77
>2 000€ par mois	950	54	68	79	55	39	65	76

Note de lecture :

Dans la catégorie d'agglomération « communes rurales », 15% des individus dont le niveau de vie est inférieur à 1 000€ par mois et 25% des individus dont le niveau de vie est supérieur à 2 000€ par mois considèrent avoir un accès facile et rapide à une série de huit services (formation, culture, divertissement, soins, transports, information, courses alimentaires et démarches administratives).

Les territoires ne sont donc pas des homogénéisateurs d'opinions. Ils ont chacun leurs propres contrastes et ambivalences socio-économiques et spatiales.

Une de ces ambivalences est produite par le rapport que les Français entretiennent avec le territoire dans lequel ils vivent et ce qui les a conduits à s'y installer.

- 44% des Français se sentent *coincés* là où ils habitent.
- Mais plus de la moitié de ces Français assignés déclarent avoir *fait le choix* de ce territoire qui les enferment aujourd'hui : 19% vivent là où ils avaient envie de vivre, et 38% y sont venus travailler ou étudier.
- Pour de nombreux Français, il existe donc simultanément un sentiment d'enfermement, d'entrave à la mobilité spatiale, et un choix de lieu de vie motivé par des raisons familiales ou professionnelles.

La question qui se pose est donc celle de la qualité et de l'amplitude du choix. S'agit-il d'un choix perçu libre, autrement dit peu ou pas soumis à des nécessités vécues contraignantes, ou d'un « choix » réduit, assujéti à une contrainte jugée liberticide ?

La comparaison des attitudes des Français qui ont le sentiment d'avoir choisi la vie qu'ils mènent et des Français qui estiment la subir, sur une série d'indicateurs économiques, sociaux et culturels, met en lumière un **lien très étroit entre le regard que les Français portent sur leur parcours personnel et leur trajectoire sociale, et le sentiment qu'ils ont d'avoir choisi leur vie ou de la subir** (Tableaux 2 et 3).

- Parmi les Français qui expriment le sentiment de *ne pas avoir choisi leur vie*, **deux sur trois se sentent coincés dans leur territoire et 71% assignés à leur origine sociale**. Les perceptions d'« enfermement » géographique et de déterminisme social reculent respectivement à 45% et 57% parmi les Français ayant le sentiment d'avoir choisi leur vie.
- Une majorité des premiers n'est membre d'aucune association ou organisation, alors qu'une majorité des seconds participe régulièrement à l'activité d'une association ou d'un club, ou s'engage ponctuellement dans des actions bénévoles.
- Le niveau de vie moyen des Français qui ont le sentiment de subir leur vie est inférieur à 1 500€ par mois ; il est de 1 777€ en moyenne et de 1 850€ pour les personnes qui expriment le sentiment d'avoir choisi leur vie.
- Trois quarts des cadres, professions intellectuelles supérieures, des artisans, des commerçants et chefs d'entreprises, et des retraités CSP+ ont le sentiment d'avoir choisi leur vie ; ce n'est le cas que de la moitié des ouvriers et des retraités CSP-.
- On n'observe pas de différences significatives entre les hommes et les femmes, ni entre les tailles d'agglomération de résidence.

Le sentiment d'avoir choisi la vie que l'on mène est donc fortement lié aux moyens économiques, et au capital social et culturel de l'individu. Ces ressources lui permettent de réaliser et de vivre son projet de vie hors de toute considération territoriale.

Tableau 2. Indicateurs sociétaux, économiques et culturels en fonction du sentiment d'avoir choisi la vie que l'on mène (%)

	A le sentiment d'avoir choisi sa vie	A le sentiment de ne pas avoir choisi sa vie	Ecart (points)
Indicateurs sociétaux (mobilité spatiale, mobilité sociale, justice fiscale)			
Se sentir « coincé » là où on habite	45	63	18
Considère que la réussite sociale est jouée d'avance	57	71	14
Estime avoir une vie sociale riche	57	29	28
La société actuelle est injuste	78	91	13
Il est utile de payer des impôts et des taxes	67	53	14
Indicateurs économiques			
A été à découvert sur son compte bancaire à plusieurs reprises au cours des douze derniers mois	34	45	11
Cherche systématiquement les prix les plus bas et parfois se prive	45	72	27
A retardé ou renoncé à des soins au cours des douze derniers mois	42	64	22
Vit dans un foyer qui paie l'impôt sur le revenu	68	53	15
Niveau de vie moyen	1 850 €	1 440 €	410 €
Indicateurs sociaux et culturels			
N'est membre d'aucune association, club ou organisation	47	60	13
A un diplôme de l'enseignement supérieur	47	29	18
Se sent à l'aise avec les équipements de nouvelles technologies	92	75	17
Se déclare capable de lire et de parler anglais	34	23	11

Note de lecture :

Parmi les Français qui ont le sentiment d'avoir choisi la vie qu'ils mènent, 45% se sentent « coincés » là où ils habitent, alors que parmi les Français qui ont le sentiment de ne pas avoir choisi la vie qu'ils mènent, ils sont 63% à se sentir « coincés » là où ils habitent.

Tableau 3. Caractéristiques sociodémographiques et sentiment d'avoir choisi la vie que l'on mène (%)

	A le sentiment d'avoir choisi sa vie	A le sentiment de ne pas avoir choisi sa vie
Ensemble	61	39
Genre		
Homme	62	38
Femme	61	39
Age		
18-24 ans	72	28
25-34 ans	67	33
35-49 ans	59	41
50-64 ans	55	45
65 ans et plus	61	39
Catégories socio-professionnelles		
Agriculteurs	70	30
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	75	25
Cadres et professions intellectuelles supérieures	78	22
Professions intermédiaires	66	34
Employés	59	41
Ouvriers	50	50
Retraités CSP+	72	28
Retraités CSP-	52	48
Autres personnes sans activité professionnelle	60	40
Niveau de diplôme		
Inférieur au baccalauréat	51	49
Baccalauréat	59	41
Supérieur au baccalauréat	71	29
Taille d'agglomération		
Commune rurale	62	38
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	61	39
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	58	42
100.000 hab. et plus	62	38
Agglomération parisienne	60	40

Note de lecture : 72% des Français entre 18 et 24 ans ont le sentiment d'avoir choisi la vie qu'ils mènent et 28% des Français entre 18 et 24 ans ont le sentiment de ne pas avoir choisi la vie qu'ils mènent.

Le sentiment d’avoir choisi la vie que l’on mène traduit donc des réalités économiques, sociales et culturelles différentes.

C’est pourquoi la mobilité n’est ni bonne, ni mauvaise en soi. Elle peut être perçue de manière radicalement différente en fonction des circonstances dans lesquelles elle se réalise et, surtout, du fait d’être choisie ou non. Des mobilités personnelles, professionnelles et spatiales voulues et recherchées peuvent être un facteur d’épanouissement personnel et professionnelle pour certains groupes favorisés, alors qu’elles peuvent être un facteur de précarité pour les groupes défavorisés, notamment si subies. Tout comme une absence de mobilité peut donner lieu à un enracinement assumé et choisi ou à un enfermement contraint sur un territoire.

En considérant la mobilité non seulement selon sa présence ou son absence, mais aussi selon le fait qu’elle soit voulue ou non, nous identifions quatre situations types de rapport à la mobilité :

Tableau 4. Mobilité et choix de vie, vecteurs du rapport au territoire

		Présence de mobilité	
		OUI	NON
Situation choisie	OUI	Mobilité choisie	Enracinement choisi sur un territoire
	NON	Mobilité subie	Enracinement contraint sur un territoire

- **Une mobilité choisie** produit une relation fonctionnelle, « utile » des Français à leur lieu de vie. Le territoire est un espace qui rend possible (par ses qualités, par ses infrastructures), ou dont ils ont les moyens économiques et socioculturels de s’affranchir pour dessiner leur trajectoire personnelle et sociale, et se projeter dans l’espace national et dans l’avenir. Ces Français sont « **affranchis** ».
- **Un enracinement choisi** nourrit un profond attachement à son territoire. Ces Français goûtent au bonheur de « vivre au pays » et n’aspirent pas à la mobilité (ni géographique, ni sociale). Ces Français sont « **enracinés** ».
- **L’enracinement contraint sur un territoire** est synonyme d’assignation à résidence. Les Français qui en font le récit sont « bloqués » géographiquement et socialement par un faible capital économique, social et culturel. Ils sont percutés de plein fouet par les inégalités sociales qu’ils dénoncent. Leur quotidien est sous contrainte constante, ils vivent à l’euro prêt. Ces Français sont « **assignés** ».
- **Une mobilité subie** installe une relation ambivalente au territoire. Une majorité de ces Français ont « suivi » l’emploi ou le besoin de formation. Ces Français vivent une tension entre leur aspiration à la mobilité sociale et territoriale, et une difficulté à s’affranchir de leur situation socio-économique et des inégalités territoriales. Ces Français sont « **sur le fil** ».

3) Le rapport des Français à leur territoire

Le Baromètre des Territoires permet de décrire socio-démographiquement chacun des quatre groupes, de comprendre le rapport qu'ils entretiennent avec leur territoire, de les situer géographiquement, et enfin de décrire la coexistence de ces quatre trajectoires territoriales et sociales.

Méthodologie de la réalisation de la typologie des quatre mobilités-types

Pour analyser de grandes masses de données comme celles du Baromètre des Territoires, le recours à des méthodes statistiques puissantes s'impose : les analyses multivariées.

Ces méthodes d'analyse permettent de faire ressortir les grandes lignes et directions qui balisent la masse des données. 10 010 individus répondant à 120 questions représentent un volume de données tellement important qu'il faut rechercher leurs structures sous-jacentes. **Il s'agit de découvrir en quelque sorte les « secrets » enfouis dans les données** car chaque question à laquelle les Français interrogés ont répondu représente une facette d'une question plus complexe. Par exemple, on ne peut résumer le rapport à son territoire à l'aide d'un seul indicateur. Le but de l'analyse statistique multivariée vise à comprendre les relations entre ces différentes facettes : parmi toute une série d'indicateurs, lesquels représentent le mieux ce qu'est le rapport à son territoire ? Et celui-ci est-il composé d'une seule dimension ou de plusieurs ?

Pour répondre à ce type d'interrogations, nous avons utilisé deux familles de méthodes statistiques : l'analyse factorielle et l'analyse classificatoire. L'analyse factorielle permet de découvrir les structures sous-jacentes qui existent dans les relations entre plusieurs indicateurs, et donc de réduire la centaine de questions du Baromètre des Territoires en quelques variables synthétiques clés. L'analyse classificatoire permet de découvrir si ces relations entre indicateurs permettent de classer les 10 010 individus interrogés en quelques grandes catégories, en l'occurrence les quatre mobilités-types identifiées. **Ces méthodes ont un caractère profondément exploratoire : nous sommes partis à la découverte des données, sans a priori.**

Pour identifier les structures sous-jacentes qui existent dans les relations entre indicateurs – première étape de l'analyse, nous avons réalisé une analyse factorielle pour chaque partie du questionnaire. Le Baromètre des Territoires a été construit sur cinq grandes thématiques : « Confiance et regard sur sa qualité de vie », « Lien social », « Regard sur son territoire », « Relation du territoire avec l'Etat et l'Union Européenne », et « Vision de la société ». Ces cinq analyses factorielles ont permis de faire émerger 13 variables sous-jacentes qui résument la masse d'informations contenue dans la base de données.

Par exemple, les réponses aux questions « Au cours des douze derniers mois, la situation financière de votre foyer s'est améliorée/restée la même/dégradée ? » et « Diriez-vous que quand vos enfants auront votre âge, ils vivront mieux/ni mieux ni moins bien/moins bien que vous ? » sont corrélées ; de sorte que l'analyse factorielle en a extrait une variable synthétique qui structure les réponses des Français à ces deux questions. Ainsi, cette nouvelle variable nous informe de manière générale sur l'évaluation de sa propre situation économique. Les 13 variables synthétiques qui émergent des analyses factorielles résument chacune entre 2 et 17 questions du Baromètre. **Fondamentalement, l'analyse factorielle opère une réduction des données, permettant de passer de 120 questions qui peuvent être analysées individuellement à 13 variables synthétiques qui résument les principales informations pouvant être extraites des données.**

C'est ensuite à partir de ces 13 variables synthétiques que nous avons réalisé l'analyse classificatoire. **Les analyses de classification ont pour objectif de produire des « classes », que l'on peut appeler des groupes ou des catégories d'individus.**

Nous avons utilisé une classification ascendante hiérarchique (CAH), qui part du niveau le plus bas d'agrégation des individus, c'est-à-dire 10 010 répondants représentant chacun une « classe » isolée, et qui sont ensuite regroupés de manière « ascendante ». C'est-à-dire que les **individus sont progressivement regroupés** en des « classes supérieures » **en fonction de la similitude de leurs réponses aux questions incluses dans les 13 variables synthétiques.** Des indicateurs statistiques sont ensuite utilisés pour identifier le nombre de « classes » à conserver à la fin de l'analyse. **C'est ce processus qui nous a conduit à identifier quatre mobilités-types parmi les 10 010 résidents de France interrogés.**

La sociologie de ces quatre catégories de Français est très contrastée, tant du point de vue objectif (caractéristiques sociodémographiques de chaque groupe), que du point de vue subjectif (analyse des attitudes exprimées vis-à-vis de leur territoire, des mobilités et de la société).

3.1. Les Français affranchis

Les « Français affranchis » représentent **21% de la population**.

Ils font le récit de trajectoires personnelles, sociales et géographiques affranchies des entraves sociales et territoriales. Ils ont les moyens économiques, sociaux et culturels de surmonter les obstacles et de s'adapter aux transformations de notre société.

Ce sont les Français les plus heureux (92%) et les plus satisfaits de l'équilibre entre leurs temps de vie personnelle, familiale, sociale et professionnelle (84%) (Graphique 1). **83% ont le sentiment d'avoir choisi la vie qu'ils mènent** (pour 61% en moyenne).

Ce bonheur individuel est protégé et consolidé par un solide capital économique, social et culturel.

- Leur niveau de vie est largement supérieur au revenu moyen déclaré (2.148€ par mois contre 1.777€⁷).

Trois quarts d'entre eux bouclent facilement leurs fins de mois, dont 37% ont une capacité d'épargne (Graphique 2). La moitié n'a pas été à découvert une seule fois au cours des douze derniers mois. Si la plupart sont attentifs aux prix, les arbitrages et renoncement sont ponctuels.

- 65% ont une vie sociale riche (pour 44% en moyenne) et 88% ont la certitude d'avoir dans leur entourage des personnes sur qui compter en cas de problème grave (pour 75% en moyenne).
- Plus de la moitié d'entre eux a obtenu un diplôme de l'enseignement supérieur. Ils sont surreprésentés parmi les cadres et professions intellectuelles supérieures (38% des cadres sont des affranchis, +17 points par rapport au poids des « Français affranchis » dans la population), parmi les étudiants (42%, +20), parmi les chefs d'entreprises, les artisans et les commerçants, ainsi que parmi les retraités CSP+.

Près d'un sur deux est capable de lire et de parler anglais.

95% sont à l'aise avec les outils et services numériques (dont 46% jugeant *très facile* d'utiliser ces outils, pour 30% en moyenne). Et une majorité les a pleinement intégrés à leur quotidien : 96% font leurs démarches administratives en ligne (dont 42% *régulièrement*, pour 31% en moyenne), huit sur dix achètent des biens culturels et des vêtements en ligne (dont un sur quatre *régulièrement*, pour à peine plus d'un sur cinq en moyenne). 40% se font livrer à leur domicile des repas commandés sur internet, pour 23% en moyenne.

⁷ Ces chiffres sont calculés à partir des données déclaratives des personnes interrogées (niveau de revenu du foyer et nombre de personnes vivant dans le foyer).

Ce capital personnel nourrit leur confiance individuelle mais ne réduit pas au silence l'inquiétude sociale.

- S'ils projettent leur avenir personnel et social avec beaucoup moins d'incertitudes et de peurs que la plupart des Français (82% sont confiants, pour 47% en moyenne) (Graphique 3), ils n'ignorent pas la souffrance sociale. La moitié considère que la société actuelle est injuste. 43% considèrent que la réussite sociale est jouée d'avance. Leur position sociale atténuée donc considérablement la sévérité du diagnostic, mais ils partagent l'inquiétude.

Si, comme la plupart des Français, ils sont très attachés à la France (86%, dont 49% très attachés), ils se distinguent radicalement des autres groupes par le rapport qu'ils entretiennent à l'Union Européenne et à la mondialisation.

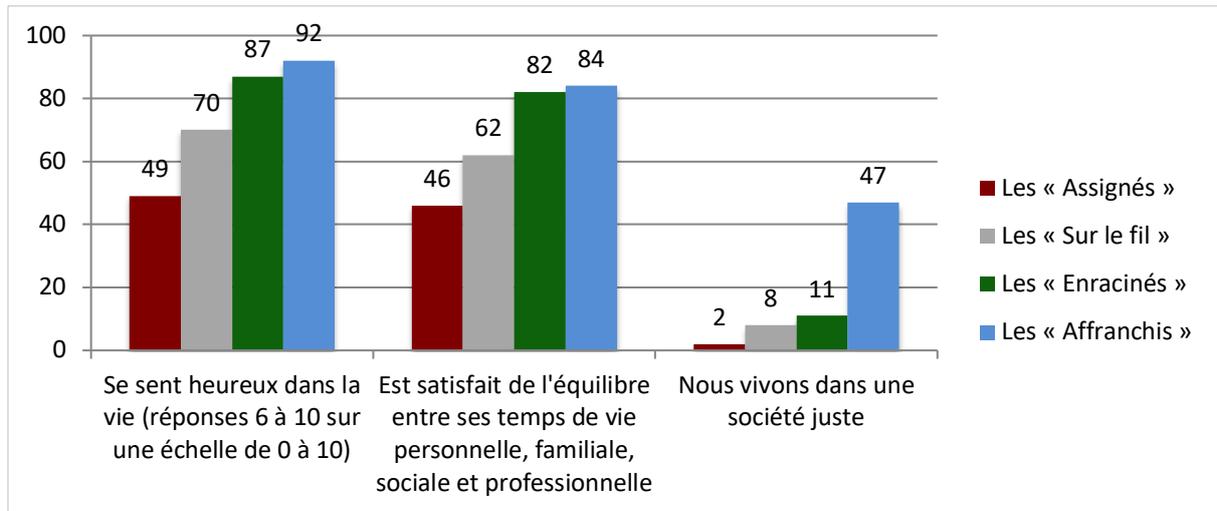
- 71% sont attachés à l'Union Européenne (pour 34% en moyenne). Cet attachement est nourri par la conviction, pour 45% d'entre eux, que l'appartenance de la France à l'Union Européenne présente plus d'avantages que d'inconvénients pour l'endroit où ils vivent (pour respectivement 17% en moyenne) et pour 53% qu'elle favorise la prospérité économique de leur région (Graphique 4).
- Quant à la mondialisation, 48% ont le sentiment qu'elle a des effets positifs sur la situation économique de leur région (pour 17% en moyenne), et 42% qu'elle a des effets positifs sur leurs valeurs et leur manière de vivre (pour 16% en moyenne).

Plus de 6 « affranchis » sur 10 résident dans des agglomérations de 100.000 habitants et plus, dont l'agglomération parisienne. Ils vivent davantage en **centre-ville** que les autres groupes. De manière générale, ils vivent sur des **territoires très urbanisés**, plutôt favorisés mais avec des emplois souvent éloignés et avec quelques difficultés socio-économiques.

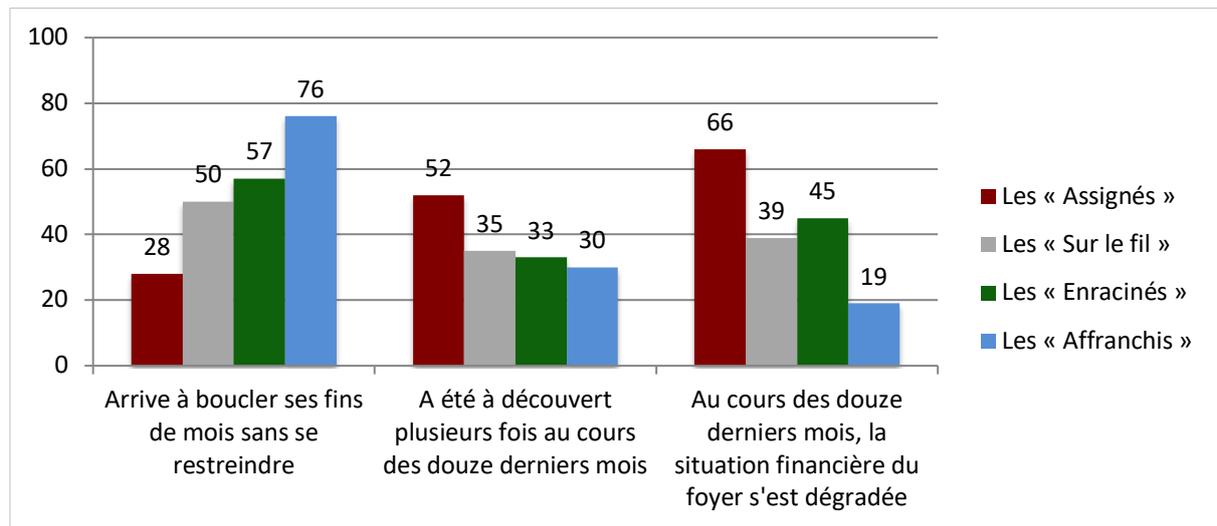
Ils sont **surreprésentés dans trois régions** : l'**Ile-de-France** (28%, +7 points par rapport à la moyenne nationale), **Auvergne-Rhône-Alpes** (24%, +3), et la région **Pays de la Loire** (24%, +3).

Enfin, **politiquement**, un quart d'entre eux se dit proche de **La République en Marche** ou du **MoDem**, pour un sur sept pour l'ensemble de l'échantillon. Près d'un tiers déclare n'avoir aucune préférence partisane (contre 44% en moyenne). Ils ont très largement voté pour Emmanuel Macron lors du 1^{er} tour de l'élection présidentielle de 2017 (42%, alors que son score au 1^{er} tour a été de 24% en suffrages exprimés).

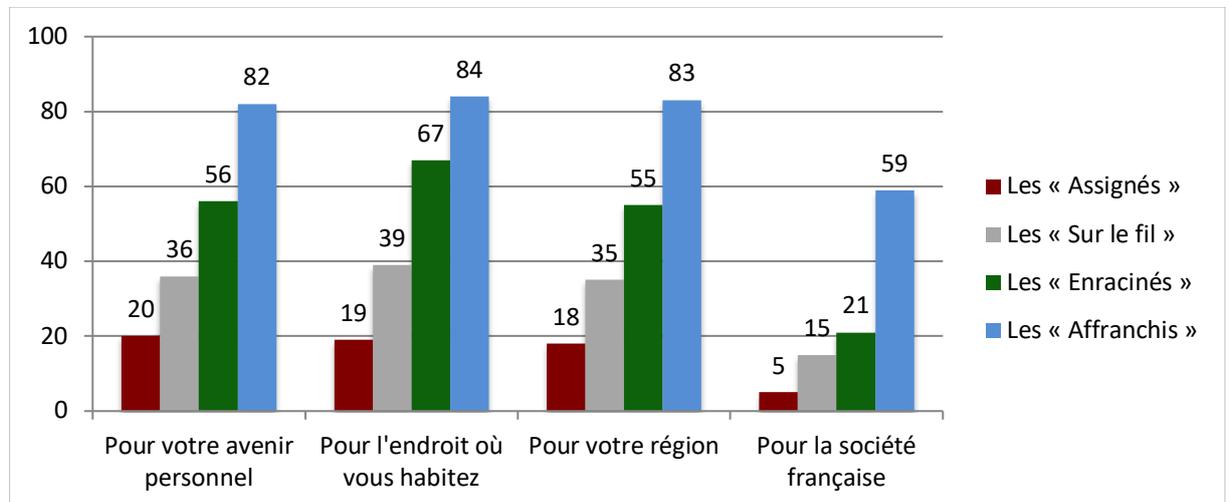
Graphique 1. Indicateurs de bonheur privé et de justice sociale par mobilité-type (%)



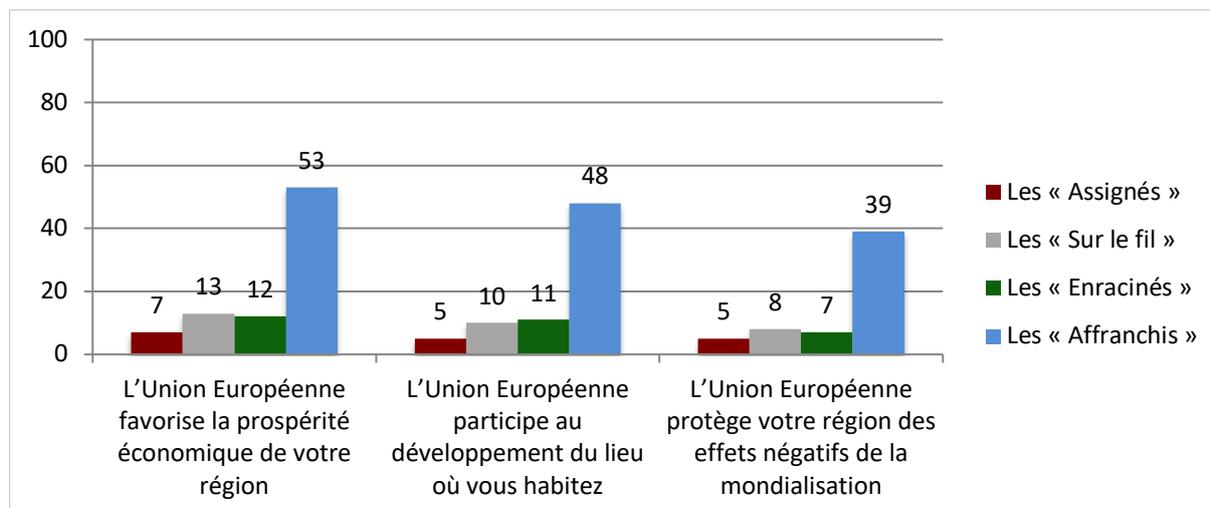
Graphique 2. Indicateurs économiques par mobilité-type (%)



Graphique 3. Indicateurs d'optimisme en l'avenir par mobilité-type (%)



Graphique 4. Attitudes vis-à-vis de l'Union Européenne par mobilité-type (% d'accord)



3.2. Les Français enracinés

Les « Français enracinés » représentent **22% de la population**.

Tout comme les « Français affranchis », les « Enracinés » se distinguent par le récit d'une vie heureuse, épanouie et choisie. Mais, contrairement aux « Affranchis », leur bonheur est solidement enraciné dans nos territoires, nourri par le plaisir de « vivre au pays » et la constance de la stabilité (sociale et spatiale).

- **87% se déclarent heureux**, huit sur dix sont satisfaits de l'équilibre entre leurs temps de vie personnelle, familiale, sociale et professionnelle (Graphique 5). **77% ont le sentiment d'avoir choisi leur vie** (pour 61% en moyenne).
- **90% considèrent qu'il fait « bon vivre » dans leur quartier, leur commune** (Graphique 6). Ils font le récit d'un quotidien serein, plus riche de solidarité et d'engagements associatifs que la moyenne : 87% se sentent en sécurité là où ils vivent (pour 67% en moyenne), la moitié se fait le témoin de l'entraide et de la fraternité entre les gens qui vivent dans leur quartier, dans leur commune (pour 33% en moyenne), six sur dix sont membres d'une association ou d'un club et 44% ont déjà consacré du temps à une activité ou un événement dans leur quartier, leur commune (pour 32% en moyenne).
- **Huit sur dix sont attachés à leur territoire** (village, ville, département et région) (Graphique 7). Pour 66% des « Enracinés », il s'agit du lieu où ils ont grandi ou de l'endroit dans lequel ils avaient envie de vivre, sans que ce soit lié à leur travail ou à leurs études.

La mobilité géographique est donc une option que la plupart refusent de considérer (même s'ils en avaient la possibilité, 83% ne quitteraient pas leur région, Graphique 8). **61% souhaiteraient même y voir grandir leurs enfants** (pour 41% en moyenne), sans doute parce qu'au-delà du lieu, c'est une manière de vivre qu'ils souhaitent transmettre.

- Pour moitié, ils vivent dans une **commune rurale** ou dans une **agglomération de petite taille** (moins de 20 000 habitants). Ils sont surreprésentés dans les territoires autour des villes moyennes, offrant des conditions de vie plutôt favorables, mais aussi dans des territoires isolés, peu urbanisés, hors de l'influence des grands pôles.

Géographiquement, on observe une forte surreprésentation d'« Enracinés » en **Bretagne** (32%, +10 points par rapport à la moyenne nationale) et en **Nouvelle Aquitaine** (26%, +4).

Paysages, habitants et climats sont pour une majorité des « Enracinés » les trois premières qualités de leur territoire. 37% considèrent que l'endroit où ils vivent n'a aucun défaut (pour 25% en moyenne).

Parmi les « Français enracinés » **les seniors retraités sont surreprésentés**. Un tiers d'entre eux a plus de 65 ans, 6 sur 10 ont plus de 50 ans. 38% sont des retraités (qui ne représentent qu'un quart de la population française en général).

- Leur **niveau de vie moyen est identique à la moyenne française** : 1 782€ par mois contre 1 777€⁸. 57% bouclent sans difficulté ni privation leurs fin de mois, mais l'attention aux prix est de rigueur pour préserver cette relative sérénité. Leur capacité d'épargne est faible.
- Près de trois quarts sont **propriétaires de leur logement** (dont 57% ont fini de rembourser leur prêt immobilier). Ils vivent majoritairement dans une maison individuelle.

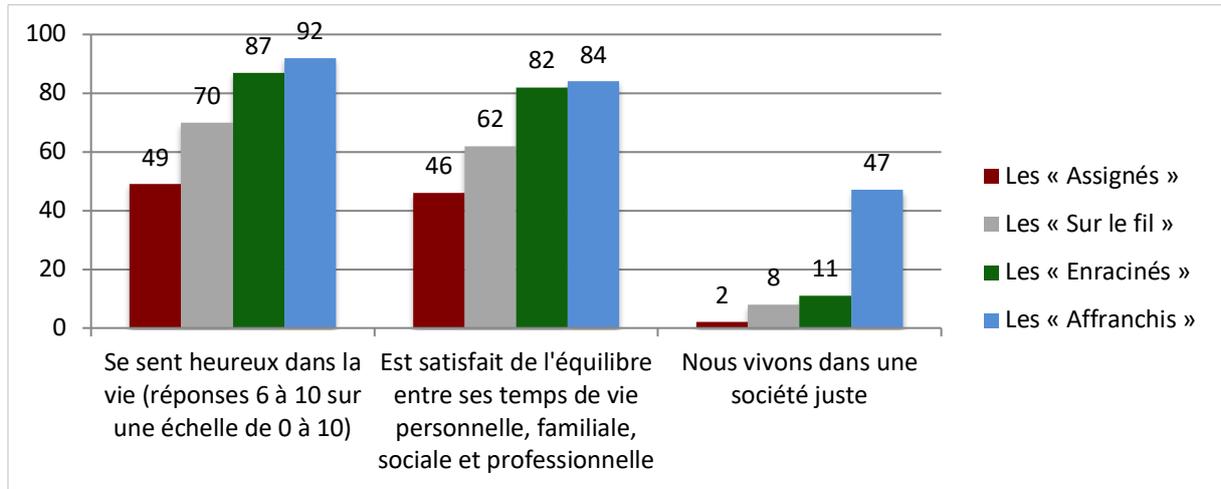
Ce bonheur personnel est un bouclier qui les protège de l'insécurité sociale, mais ne l'atténue pas. Ils la perçoivent et la dénoncent avec acuité.

- 56% sont optimistes pour leur avenir personnel, soit à peine plus que la moyenne.
- Leur confiance est fragilisée par la dégradation de leur situation financière en 2018 (45%) et le sentiment d'injustice fiscale sans aucun doute amplifié par la hausse de la CSG pour une bonne partie de ce groupe (74% ont le sentiment de contribuer plus au système qu'ils n'en bénéficient, pour 65% en moyenne). Deux « Enracinés » sur trois considèrent que les impôts qu'ils payent sont utiles. C'est donc bien le niveau de leur contribution qui produit le sentiment d'être « perdant ».
- 83% jugent que la société dans laquelle nous vivons est injuste et 73% sont pessimistes sur son avenir.

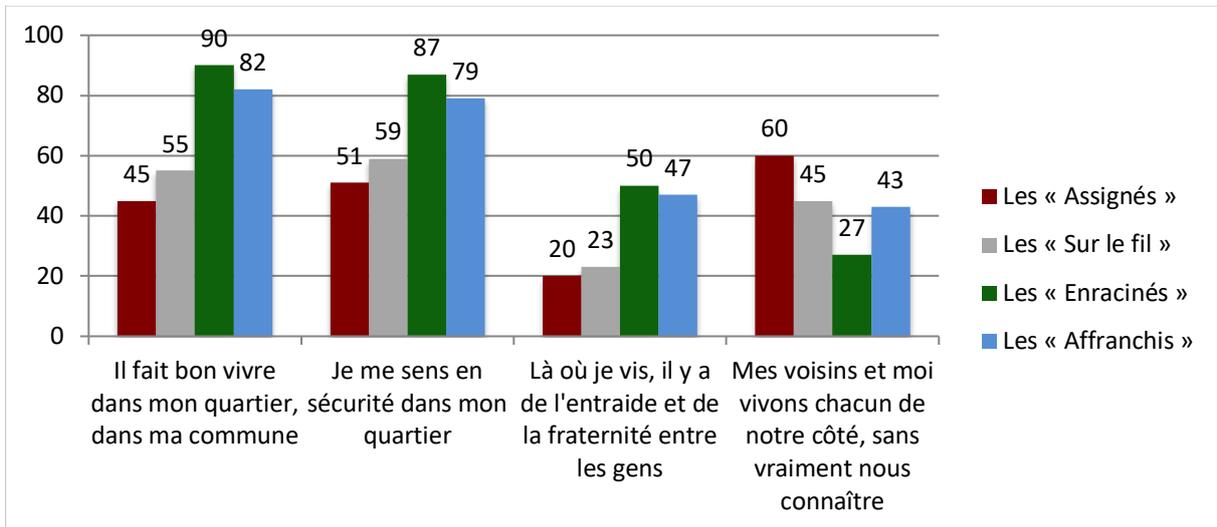
Politiquement, 25% d'entre eux ont voté pour François Fillon lors du 1^{er} tour de l'élection présidentielle et 24% pour Emmanuel Macron.

⁸ Pour rappel, selon l'INSEE le niveau de vie moyen en France en 2016 était de 1 965€ par mois.

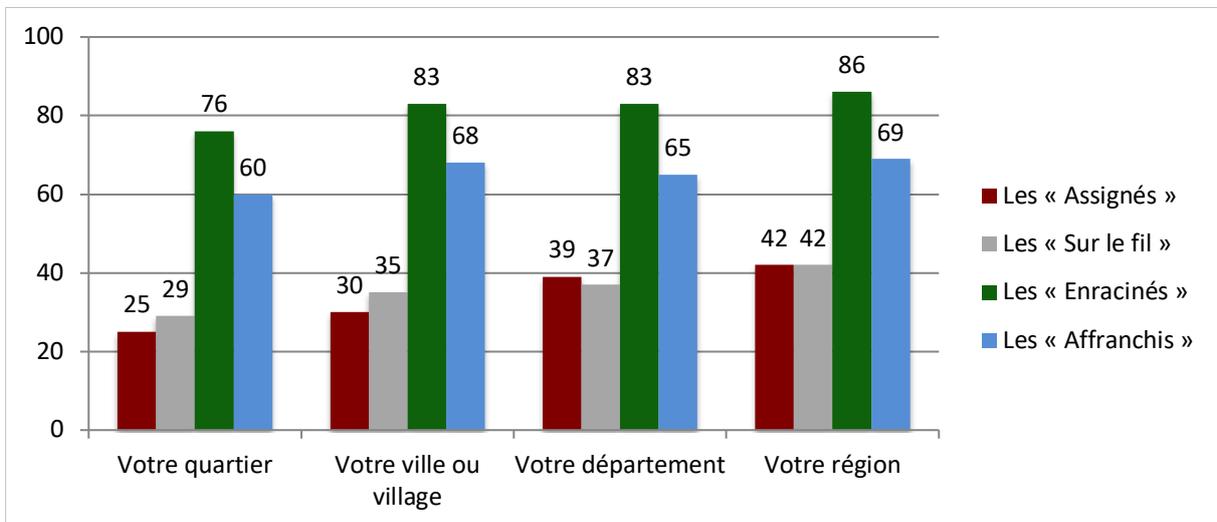
Graphique 5. Indicateurs de bonheur privé et de justice sociale par mobilité-type (%)



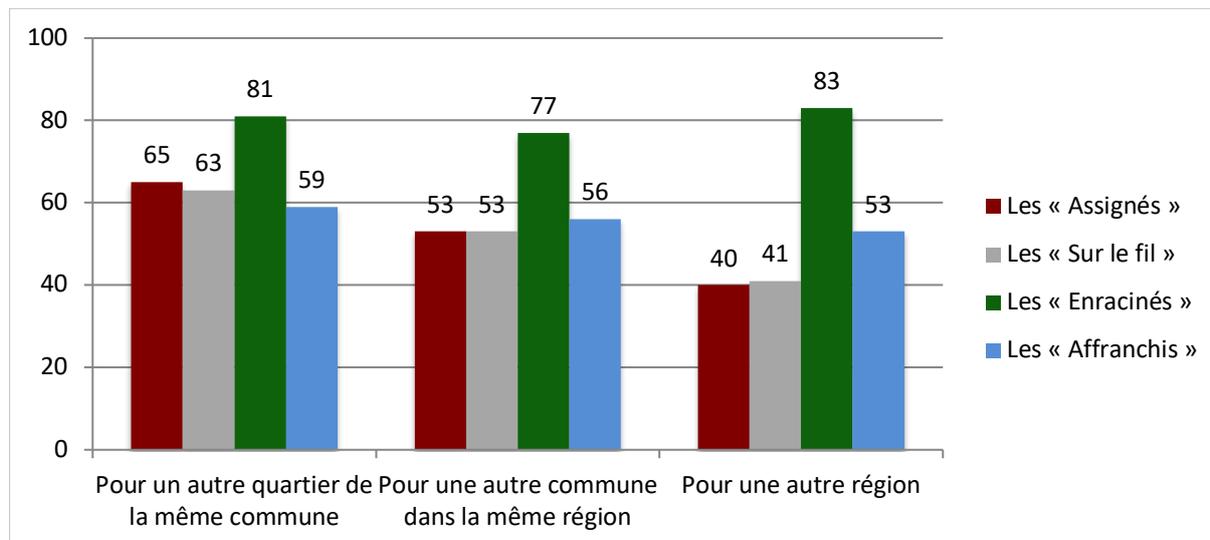
Graphique 6. Indicateurs de qualité de vie sur son territoire par mobilité-type (%)



Graphique 7. Niveau d'attachement au territoire par mobilité-type (%)



Graphique 8. « Si vous aviez la possibilité, quitteriez-vous l'endroit où vous vivez aujourd'hui... ? » (% NON)



3.3. Les Français assignés

Les « Français assignés » représentent **25% de la population**.

Ils sont assignés à leur territoire et subissent de plein fouet la crise du pouvoir d'achat, les inégalités sociales et territoriales. Ils sont bloqués géographiquement et socialement et font le récit d'un lent déclin personnel et social qui n'en finit plus.

La sociologie des « Français assignés » dessine une France qui va mal et qui souffre des inégalités sociales.

- Elle est majoritairement composée de quadragénaires et de quinquagénaires des classes populaires : 59% d'entre eux ont entre 35 et 64 ans, et 57% sont des employés, des ouvriers ou des retraités CSP-.
- Parmi les quatre groupes de Français, ce sont ceux dont la part ayant obtenu un diplôme de l'enseignement supérieur est la plus basse (33%, -6 points par rapport à la moyenne nationale).
- Et les « Assignés » sont la catégorie dont le niveau de vie est le plus bas (1 544€ par mois, contre une moyenne de 1 777€ pour l'ensemble de l'échantillon de Français interrogés ; 54% sont imposables sur le revenu).

72% bouclent leurs fins de mois avec difficulté, et sous condition d'arbitrages et de renoncements : 73% ont retardé ou renoncé à des soins de santé en 2018 (pour 50% en moyenne), 53% cherchent presque systématiquement les prix les plus bas quand ils font leurs courses alimentaires et, parfois, se privent (pour 32% en moyenne).

28% ont été à découvert tous les mois ou presque au cours des douze derniers mois (pour 17% en moyenne). Et, régulièrement, près d'un tiers a eu des difficultés à payer ses frais de transport et régler ses factures d'électricité, de gaz ou de fioul. 27% ont eu des difficultés à payer leur loyer à plusieurs reprises (pour 17% en moyenne).

- Deux tiers ont constaté une dégradation de leur situation financière au cours des douze derniers mois (Graphique 2).
- **64% ont le sentiment de ne pas avoir choisi leur vie.** Un sur deux est malheureux et exprime même un terrible sentiment d'impuissance, convaincu d'être « maudit » et désarmé (*les choses me tombent toujours dessus et je n'ai pas vraiment de prise sur les événements*, 49% pour 28% en moyenne).

Cette précarité économique se double d'une apathie et d'une méfiance sociale (Graphique 9) :

- Trois « Assignés » sur quatre estiment avoir une **vie sociale réduite ou nulle**. 42% ont le sentiment de n'avoir personne sur qui compter dans leur entourage en cas de problème grave (pour 22% en moyenne).
- Deux tiers ne sont membres d'aucune association ou organisation.
- Et les « Français assignés » sont les Français qui expriment le niveau de défiance le plus élevé à l'égard de leurs voisins.

60% se sentent « coincés » dans des territoires économiquement fragiles qu'ils souhaiteraient quitter. Mais leur situation financière les y enferme (Graphiques 10 et 12).

- Ils font le récit de commerces qui ferment sans trouver de repreneur, et disent la difficulté grandissante à trouver un emploi à proximité de leur lieu de vie (respectivement 61% et 72%, pour 44% et 54% en moyenne). Les enfants et les jeunes sont contraints de s'éloigner ou de partir de chez eux pour accéder à une formation leur permettant de réussir leur vie professionnelle (75%, pour 61% en moyenne).
- Les Français assignés sont surreprésentés dans les **communes rurales**, c'est-à-dire dans des bourgs et petites villes en situation intermédiaire ou dans des zones isolées, peu urbanisées et hors de l'influence des grands pôles. Les « Français assignés » sont aussi largement présents dans des **zones plutôt denses en situation peu favorable**.
- Géographiquement, c'est en **Occitanie, Centre-Val de Loire et Grand Est** que l'on observe une légère surreprésentation de « Français assignés ».

Les « Français assignés » disent leur colère à l'égard d'une société injuste et dessinent l'avenir avec pessimisme.

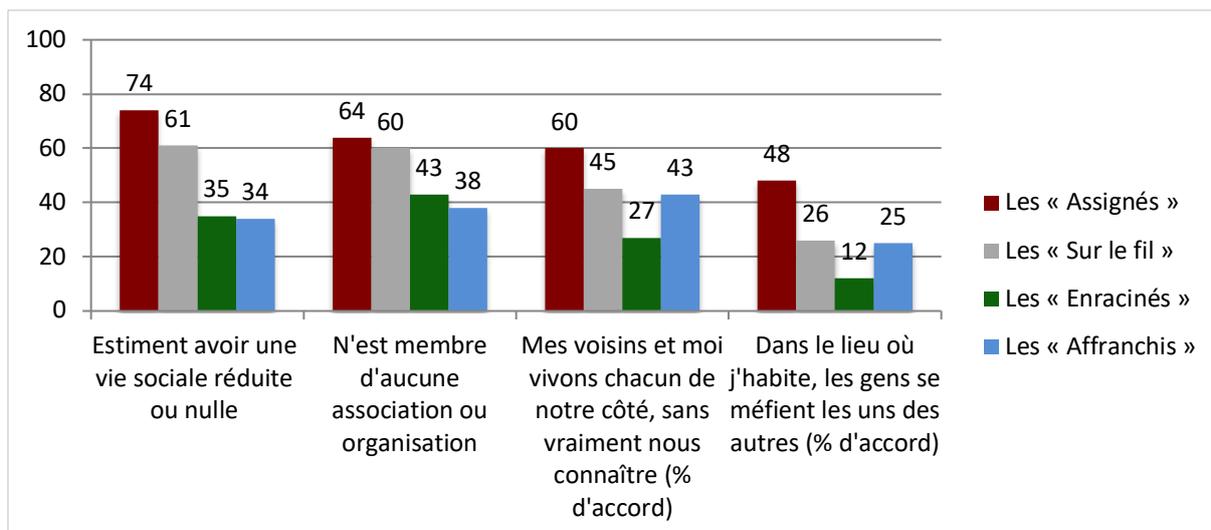
- 97% des « Assignés » jugent que la société dans laquelle ils vivent est injuste, dont 66% très injuste. 61% considèrent qu'elle est plus injuste que la société dans laquelle vivaient leurs parents. Ils s'indignent de l'écart entre hauts et bas salaires, des inégalités sociales, de la fraude aux aides sociales et de la précarité de l'emploi (respectivement 44%, 32%, 26% et 24%).
- 78% sont convaincus que la réussite sociale est jouée d'avance et dépend de l'origine sociale des gens.
- **La promesse républicaine non tenue et la violence sociale qui les percutent de plein fouet a profondément abîmé leur consentement à l'impôt** : 57% jugent inutiles les impôts et taxes qu'ils payent, 78% estiment contribuer au système plus qu'ils n'en bénéficient.
- **La défiance à l'égard des élus et des corps intermédiaires atteint son point le plus haut** au sein de ce groupe (jusqu'à 86% *pas confiance* dans le Président de la République et 88% *pas confiance* dans les partis politiques, pour respectivement 59% et 70% *pas confiance* en moyenne).
- Trois sur quatre sont pessimistes sur leur avenir personnel et l'avenir de leur territoire. 64% sont convaincus que leurs enfants vivront moins bien qu'eux. **92% sont pessimistes sur l'avenir de la société française** (Graphique 11).

Politiquement, 48% déclarent n'avoir aucune préférence partisane (proche de la moyenne nationale à 44%), et 19% se sentent proches du Rassemblement National (vs.10% en moyenne nationale). Enfin, **37% ont voté pour Marine Le Pen lors du 1^{er} tour de l'élection présidentielle** (contre 21% en suffrages exprimés en moyenne), et **29% à s'être abstenus ou à avoir voté blanc ou nul**.

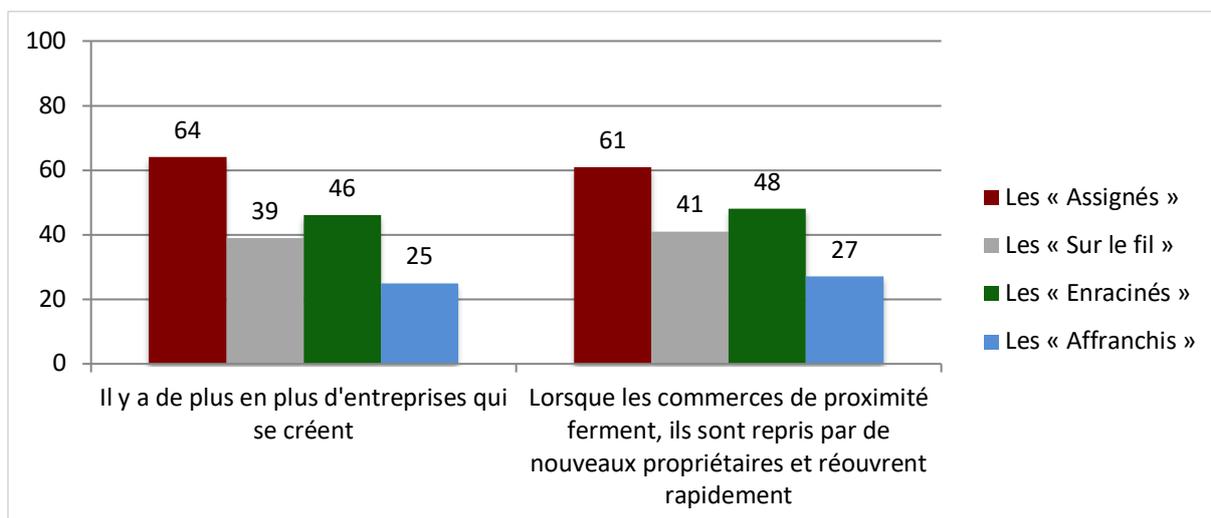
C'est parmi les « Français assignés » que l'on retrouve la proportion la plus importante de personnes qui se disent Gilets Jaunes : 34% contre 22% pour l'ensemble des répondants⁹.

⁹ Parmi les autres catégories identifiées dans cette étude : 21% des « Français sur le fil » se disent Gilets Jaunes, 18% des « Français enracinés » et 14% des « Français affranchis ». Si cette proportion est plus importante au sein des « Français assignés » (34%), la présence de Gilets Jaunes dans l'ensemble des groupes de la typologie dénote le caractère transversal et singulier du mouvement social que connaît la France depuis le 17 novembre 2018. Sur l'ensemble de l'échantillon, 21% se déclaraient Gilets Jaunes.

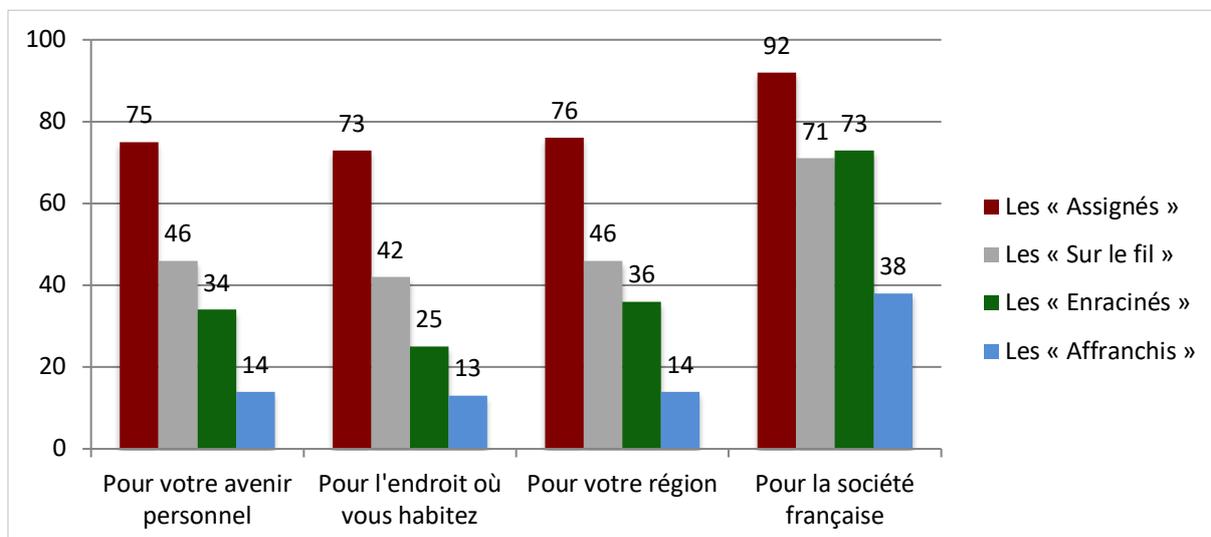
Graphique 9. Indicateurs de lien social par mobilité-type (%)



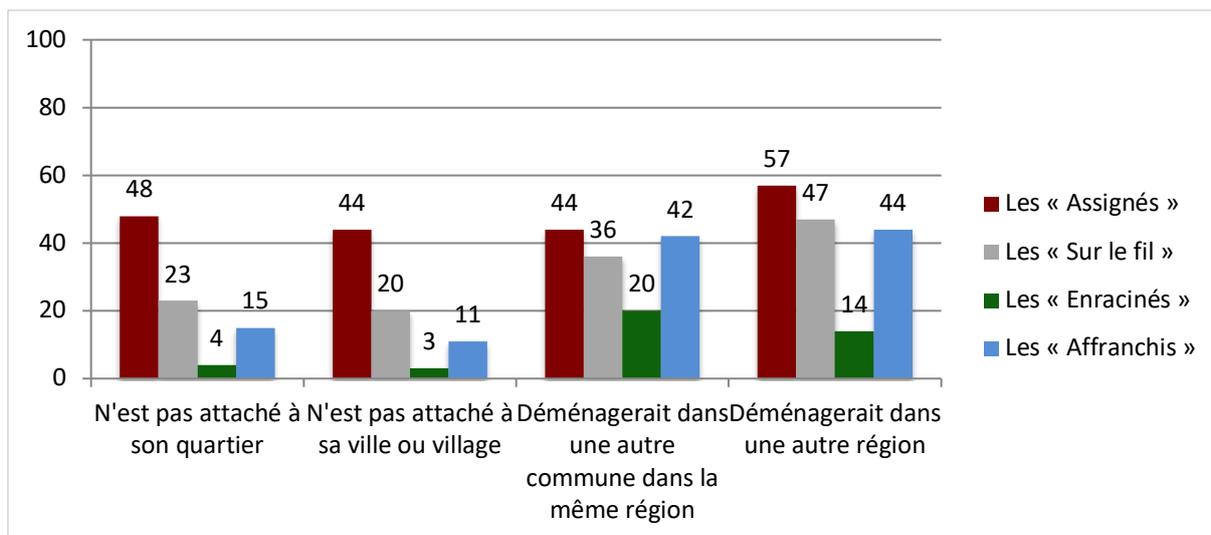
Graphique 10. Indicateurs de perception économique de son territoire par mobilité-type (% EN DESACCORD)



Graphique 11. Niveau de pessimisme sur l'avenir par mobilité-type (%)



Graphique 12. Attachement à son territoire et envie de déménager par mobilité-type (%)



3.4. Les Français sur le fil

Les « Français sur le fil » représentent **32% de la population**.

Ils vivent une forte tension entre leur aspiration à la mobilité sociale et territoriale et une difficulté à s'affranchir de leur situation socioéconomique et des inégalités territoriales.

Ces individus ont **un profil socioéconomique hétérogène**.

- Dans des proportions proches des « Français enracinés », la moitié des « Français sur le fil » déclare avoir du mal à boucler ses fins mois et avoir été à découvert au moins une fois lors des douze derniers mois (Graphique 13).
- En revanche, leur capital social est plus proche de celui des « Français assignés », puisque six sur 10 décrivent une vie sociale réduite ou nulle et déclarent n'être membres d'aucune association ou organisation.
- Leur niveau de bonheur et de satisfaction dans leur vie se situe entre les hauts niveaux de bonheur des « Affranchis » et des « Enracinés », et le mal-être des « Assignés » (Graphique 14).
- Ce qui en fait le groupe de Français le plus partagé quant à son avenir et à celui de sa région : un peu plus de la moitié d'entre eux se dit pessimiste. Seulement un tiers souhaiterait que ses enfants grandissent dans l'endroit où ils vivent (Graphique 15), ce qui traduit un certain détachement à leur territoire de résidence.

Les « Français sur le fil » sont légèrement surreprésentés en Centre-Val de Loire (37%, +5 par rapport à la moyenne nationale) et dans les Hauts-de-France (36%, +4).

- **Ils sont une minorité à se sentir attachés à leur village, ville ou région, et sont une courte majorité à souhaiter déménager pour une autre région** (Graphique 16).

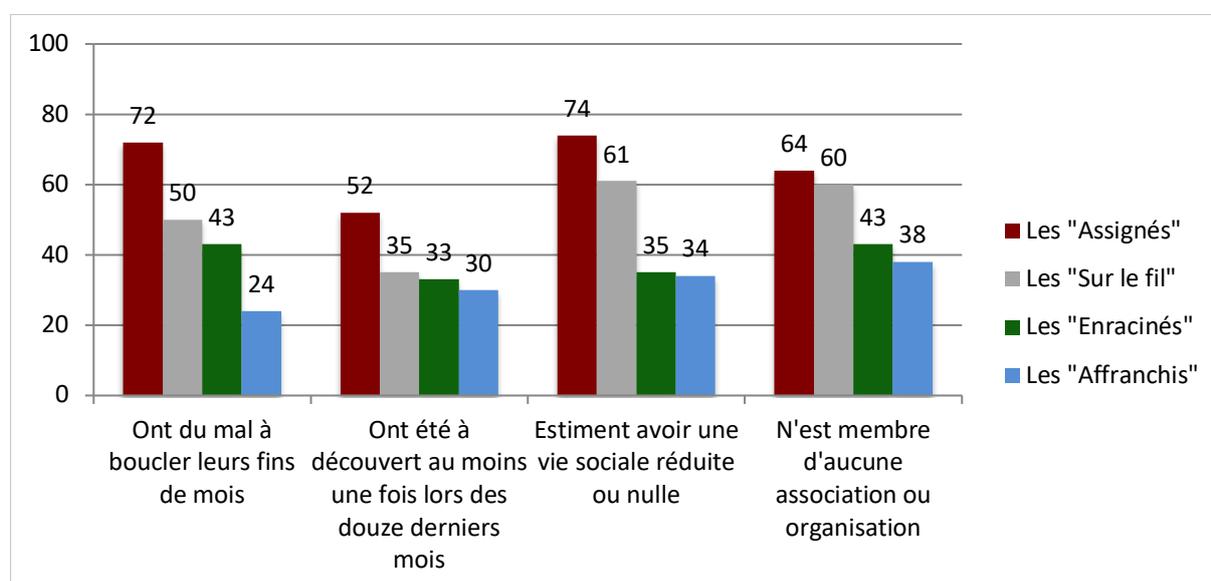
- Mais cette envie de mobilité est contrainte par un contexte morose économiquement là où ils vivent et une situation économique personnelle plutôt précaire, en équilibre instable.

Sociologiquement, les « Français sur le fil » sont à l'image de la structure sociodémographique de la France en termes d'âge et de catégories socio-professionnelles, avec une légère surreprésentation des classes moyennes inférieures et des classes populaires.

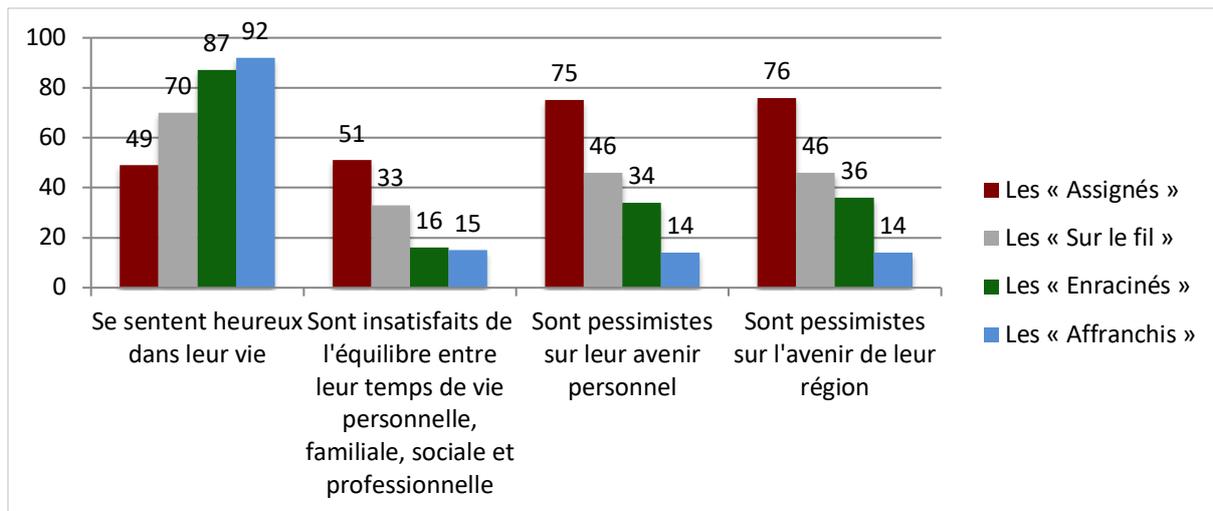
- C'est parmi eux que l'on trouve la proportion la plus importante de locataires (39%, +4 points par rapport à la moyenne nationale).
- Plus aisés que les « Français assignés », leur niveau de vie est néanmoins légèrement inférieur au niveau de vie moyen des Français : 1.708€ contre 1.777€.

Si 32% des « Français sur le fil » se sont abstenus ou ont voté blanc ou nul lors du 1^{er} tour de l'élection présidentielle de 2017, ceux d'entre eux qui ont voté ont distribué leurs voix quasi identiquement entre les 4 principaux candidats : 23% pour Emmanuel Macron, 22% pour Marine Le Pen, 19% pour Jean-Luc Mélenchon et François Fillon. 52% d'entre eux déclarent n'avoir aucune préférence partisane.

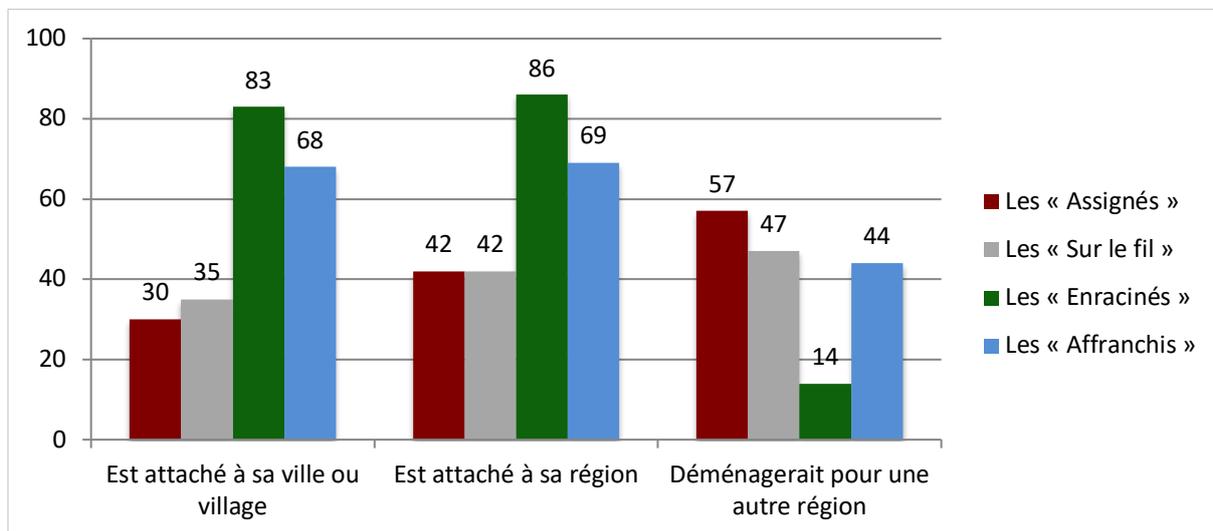
Graphique 13. Indicateurs socioéconomiques par mobilité-type (%)



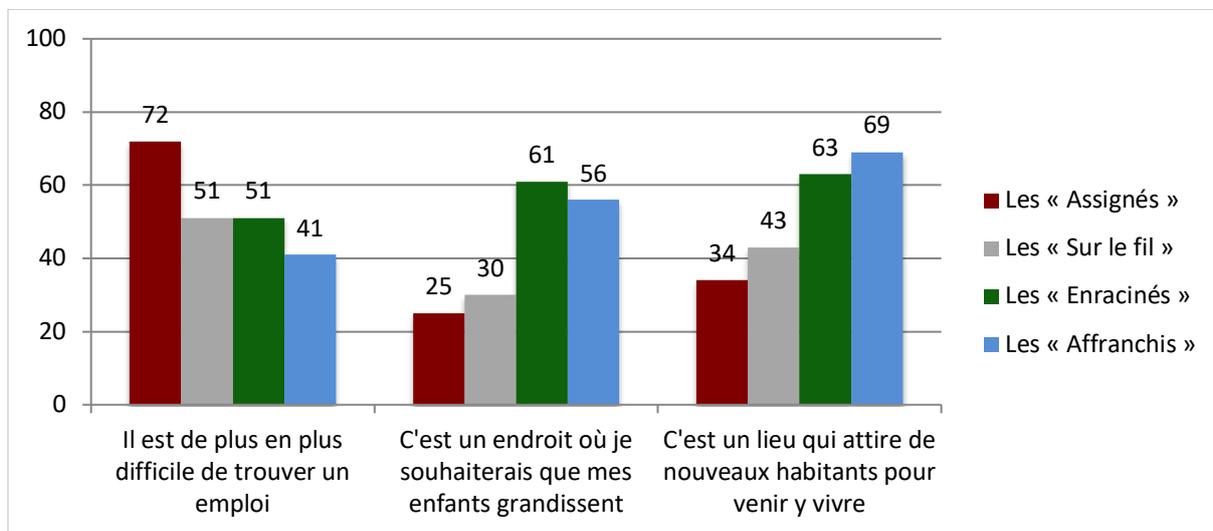
Graphique 14. Evaluation de sa vie et de son avenir par mobilité-type (%)



Graphique 15. Attachement au territoire et envie de déménager par mobilité-type (%)

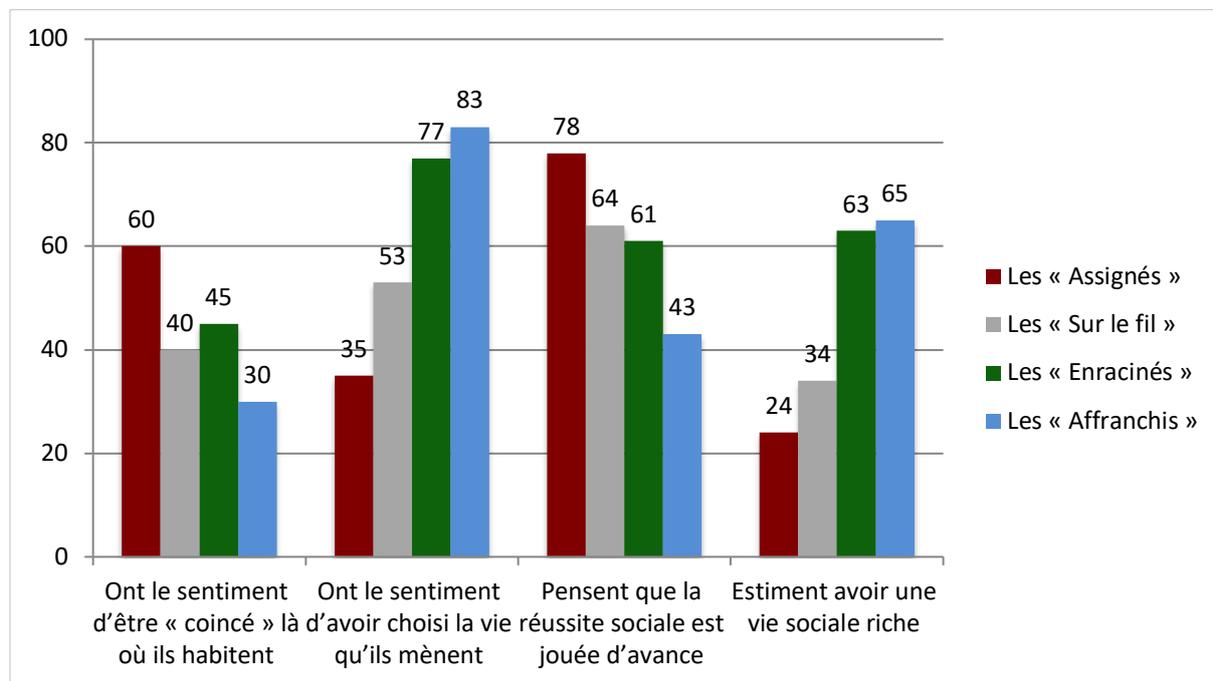


Graphique 16. Indicateurs de dynamisme de son territoire par mobilité-type (% d'accord)



4) Récit(s) d'une cohabitation sociale

Graphique 17. Indicateurs de mobilité personnelle, sociale et géographique pour chaque mobilité-type (%)



Les « Français affranchis » s'opposent en tout point aux « Français assignés », à leur territoire et à leurs origines.

- Les premiers ont le sentiment d'avoir choisi la vie qu'ils mènent et de pouvoir facilement quitter le lieu où ils habitent, alors que les seconds ne partagent pas ce sentiment et se sentent « coincés » là où ils vivent.
- Les premiers estiment majoritairement que les gens ont les mêmes chances de réussir dans la vie quelle que soit leur origine sociale, alors que les seconds considèrent que la réussite sociale est jouée d'avance.
- Les premiers ont une vie sociale riche alors que les seconds ont une vie sociale réduite ou nulle. Cette opposition se retrouve sur un grand nombre de questions et d'indicateurs inclus dans le Baromètre des Territoires (situation économique, niveau de bonheur, qualité de vie offerte par le territoire, dynamisme économique perçu du territoire, attitudes vis-à-vis de l'Union Européenne, sentiment de vivre dans une société juste, confiance en l'avenir, ...).

Les « Français enracinés » sont, eux, tout aussi satisfaits de leur vie que les « Français affranchis » et, comme ces derniers, estiment avoir une vie sociale riche. Mais ils ne sont pas immunisés contre un certain ressenti social puisque la majorité pense que la réussite sociale est jouée d'avance. En cela, ils sont plus proches des « Assignés » que des « Affranchis ».

- Le bonheur des « Français enracinés » est le fruit d'un très fort attachement à leur territoire et du sentiment que leur territoire leur offre une très bonne qualité de vie.
- Leur relative bonne situation économique se traduit par un niveau d'optimisme plutôt élevé en leur avenir, mais en parallèle ils ont le sentiment que leur situation personnelle se dégrade et sont très critiques vis-à-vis de l'Union Européenne et de la mondialisation.
- Ce mélange de caractéristiques proches des « Français affranchis » (situation économique, vie sociale, bonheur, optimisme, qualité de vie, ...) et proches des « Français assignés » (morosité économique de leur territoire, ascenseur social bloqué, peur du déclassement, ...) dessine le contour d'une classe d'individus qui a eu une **trajectoire de vie positive lui permettant de s'enraciner volontairement dans un territoire, mais qui porte désormais une attention croissante aux inégalités sociales et territoriales qui pourraient l'affecter davantage à l'avenir et provoquer leur « chute sociale ».**

Enfin, les « Français sur le fil » présentent un profil distinct des trois autres catégories.

- Ils sont en proportion beaucoup moins nombreux que les « Affranchis » ou les « Enracinés » à avoir le sentiment d'avoir choisi leur vie et à considérer avoir une vie sociale riche.
- Mais ils ne sont pas aussi pessimistes sur ces sujets que les « Français assignés », puisqu'une courte majorité d'entre eux a tout de même le sentiment d'avoir choisi sa vie (53%).
- Par ailleurs, les « Français sur le fil » sont beaucoup plus partagés que les « Assignés » sur la question de la mobilité géographique : la moitié d'entre eux pensent qu'il leur serait facile de quitter l'endroit où ils vivent, ne se sentant donc pas aussi « coincés » sur leur territoire que les « Assignés ».
- Faiblement attachés à leur territoire, les « Français sur le fil » ne perçoivent pas leur situation économique de manière aussi pessimiste que les « Assignés », et moins en déclin que les « Enracinés ».
- Leur profil plus jeune et plus mobile que ces deux autres catégories suggère des Français à la croisée des chemins, pouvant basculer dans une des trois autres catégories en fonction des obstacles ou des opportunités qui pourront infléchir leurs parcours.

Tableau 5. Profil sociodémographique des catégories de Français en fonction de leur rapport aux mobilités et au territoire

	Les Français assignés	Les Français sur le fil	Les Français enracinés	Les Français affranchis	Ensemble de l'échantillon
Genre					
Homme	49	45	44	53	48
Femme	51	55	56	47	52
Age					
18-24	8	11	5	18	10
25-34	15	17	12	17	16
35-49	29	26	21	24	25
50-64	30	25	25	19	25
65 ans et plus	18	21	37	22	24
Catégorie socioprofessionnelle					
Agriculteurs	1	1	1	1	1
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	4	3	3	6	4
Cadres et professions intellectuelles supérieures	6	9	7	18	10
Professions intermédiaires	14	15	15	14	15
Employés	19	18	15	14	17
Ouvriers	23	18	14	11	17
Retraités CSP+	5	6	13	10	8
Retraités CSP-	16	17	25	10	16
Autres inactifs	12	13	7	16	12
Statut de la commune					
Rural	26	20	30	15	22
Ville centre	33	34	29	41	34
Banlieue	33	38	33	38	36
Ville isolée	8	8	8	6	8
Taille de l'agglomération					
Commune rurale	26	20	30	14	22
De 2 000 à moins de 20 000 habitants	18	17	21	13	17
De 20 000 à moins de 100 000 habitants	14	15	14	11	14
100 000 habitants et plus	25	31	26	39	31
Agglomération parisienne	17	17	9	23	16
Niveau de diplôme					
Inférieur au baccalauréat	40	38	38	25	36
Niveau baccalauréat	27	26	24	24	25
Supérieur au baccalauréat	33	36	38	51	39
Niveau de vie					
Moins de 1 000 euros	37	29	21	21	27
Entre 1 000 et 1 499 euros	33	33	37	26	32
Entre 1 500 et 1 999 euros	17	21	24	23	21
Entre 2 000 et 2 999 euros	9	12	13	18	13
Entre 3 000 et 3 999 euros	1	2	2	6	3
Entre 4 000 et 5 999 euros	1	1	1	2	1
6 000 euros et plus	2	2	2	4	3

Note de lecture : Parmi les Français affranchis 53% sont des hommes et 47% sont des femmes.

Les différences entre les quatre profils en termes de perspectives de projet de vie, de possibilité de mobilité, sont-elles de véritables fractures territoriales et sociales qui séparent les Français de manière irrémédiable ? Si c'était le cas nous serions alors devenus des Français vivant sous le même toit mais faisant « chambre à part », menant chacun des vies différentes déterminées par des conditions inégales nous empêchant de nous croiser et de partager l'essentiel.

Lorsque l'on se penche sur la répartition par région des quatre mobilités-types, on constate que **quelle que soit la région que l'on observe, sauf en Bretagne, la mobilité-type majoritaire est celle des « Français sur le fil »** (Tableau 6). C'est le profil le plus fréquent dans l'ensemble de la population et il n'est donc pas étonnant de le rencontrer à un niveau important dans toutes les régions.

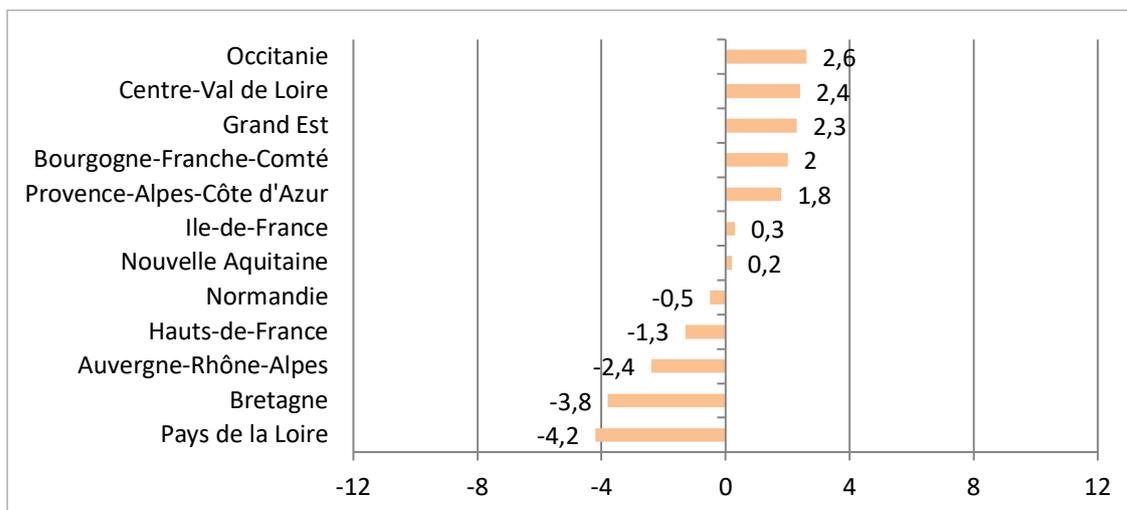
Mais une fois ce phénomène pris en compte, la distribution par région de la typologie des mobilités fait certes apparaître des écarts entre régions (Graphiques 18 à 21), **mais** aussi une certaine **hétérogénéité au sein de chaque région**.

Tableau 6. Distribution des quatre mobilités-types par région (%)

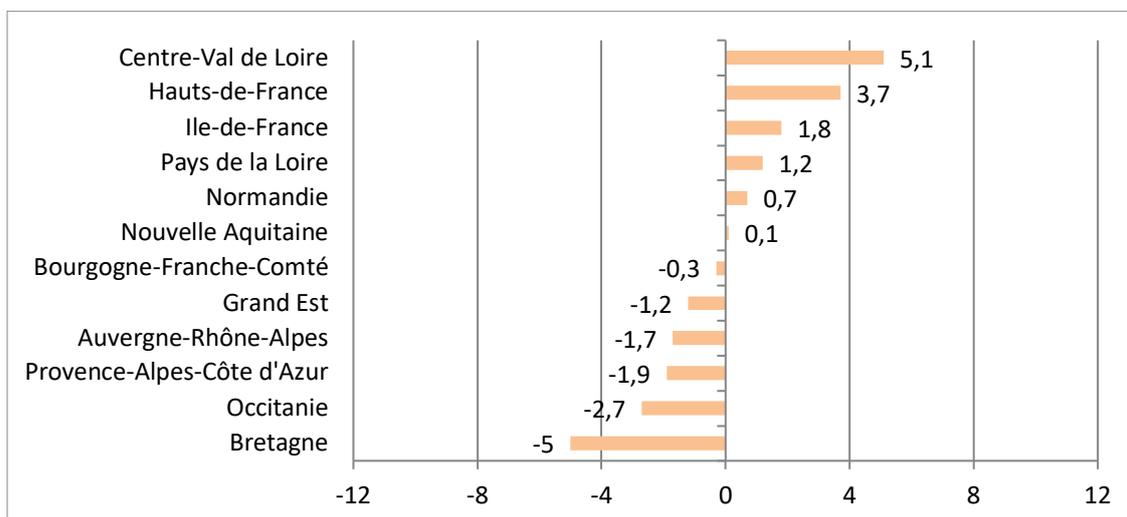
	Les Français assignés	Les Français sur le fil	Les Français enracinés	Les Français affranchis	Total
Grand Est	27	31	24	18	100
Nouvelle Aquitaine	25	32	26	17	100
Auvergne-Rhône Alpes	22	31	23	24	100
Bourgogne-Franche Comté	27	32	23	19	100
Bretagne	21	27	32	20	100
Centre-Val de Loire	27	37	19	17	100
Ile-de-France	25	34	13	28	100
Occitanie	27	30	24	19	100
Hauts-de-France	23	36	21	20	100
Normandie	24	33	24	19	100
Pays de la Loire	20	34	22	24	100
Provence-Alpes-Côte d'Azur	26	30	25	19	100
France	25	32	22	21	100

Note de lecture : Dans la région Grand Est, il y a 27% de Français assignés, 31% de Français sur le fil, 24% de Français enracinés et 18% de Français affranchis.

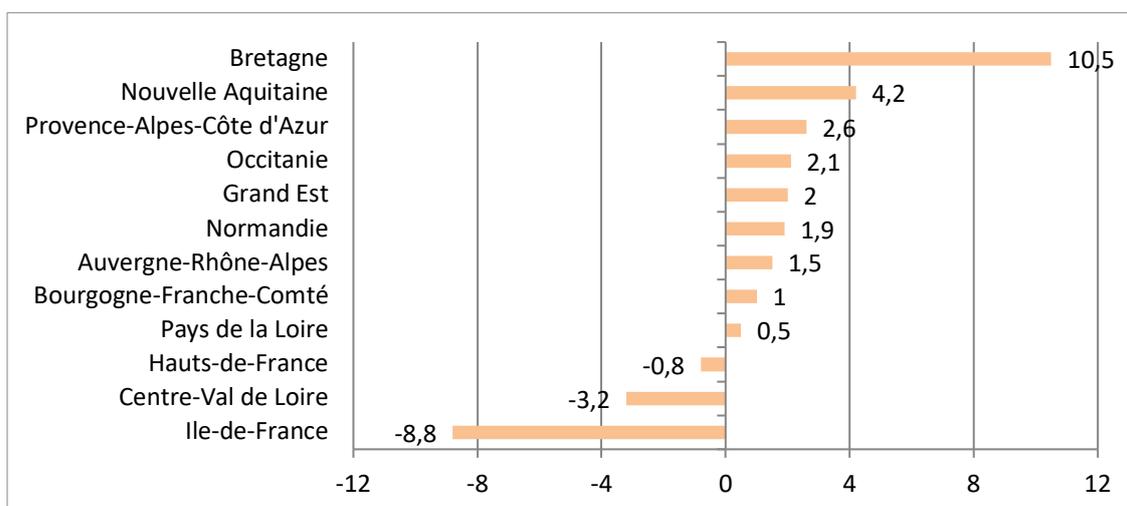
Graphique 18. Ecart de proportion de « Français assignés » entre chaque région et la moyenne nationale



Graphique 19. Ecart de proportion de « Français sur le fil » entre chaque région et la moyenne nationale



Graphique 20. Ecart de proportion de « Français enracinés » entre chaque région et la moyenne nationale



Graphique 21. Ecart de proportion de « Français affranchis » entre chaque région et la moyenne nationale



Si les quatre mobilités-types coexistent au sein de chaque région, les écarts de répartition font émerger des tendances propres à certaines d'entre elles :

- Par exemple, en **Ile-de-France**, on compte 28% de « Français affranchis », alors qu'ils ne sont que 17% dans les régions Nouvelle-Aquitaine et Centre-Val de Loire. Logiquement, l'Ile-de-France, où se concentre plus du tiers de la richesse économique du pays, attire des individus affranchis des contraintes territoriales du fait de leur capital social, économique et culturel. L'Ile-de-France attire en particulier de nombreux individus précisément de la région voisine Centre-Val de Loire, ce qui explique probablement en partie pourquoi la proportion de « Français affranchis » est la plus faible dans cette région.
- Lorsqu'on regarde la distribution des « Français enracinés » par région, on constate qu'ils sont 32% en **Bretagne**, alors qu'ils ne sont que 13% en Ile-de-France. En effet, alors que la première porte une identité culturelle et historique forte et vectrice d'un enracinement territorial marqué, la seconde attire une population venant du reste de la France pour étudier ou travailler mais qui est moins à même de s'y enraciner durablement.
- C'est dans la région **Centre-Val de Loire** que l'on constate la plus grande proportion de « Français sur le fil » : 37%. Centre-Val de Loire est une région dont le revenu médian disponible est certes égal au revenu médian national, mais qui masque de fortes inégalités territoriales et sociales entre les départements du nord et du sud de la région. Il s'agit donc d'une région où une France qui va mieux et une France qui va moins bien se côtoient plus que dans d'autres régions. Les échanges économiques et de population importants avec la région Ile-de-France soutiennent un certain optimisme et dynamisme, mais le nombre d'emplois dans la région a diminué de 0,5% entre 2002 et 2012, alors qu'il a augmenté de 3,6% nationalement.
- Enfin, les régions **Bourgogne-Franche-Comté, Centre-Val de Loire, Grand Est et Occitanie**, comptent 27% de « Français assignés ». Les écarts à la moyenne nationale sont ici plutôt faibles (+2 points), suggérant donc une répartition hétérogène d'individus assignés sur leur territoire.

De la même manière, lorsqu'on observe la distribution des quatre catégories de Français en fonction de la typologie INSEE des territoires (Tableau 7), on constate la présence de chacune des quatre catégories dans des proportions similaires à celle des régions. Cette donnée est particulièrement intéressante parce que la typologie des territoires de vie permet d'appréhender de manière objective la qualité de vie dans les différents territoires de France métropolitaine¹⁰. Mais la distribution des quatre catégories de Français montre que **le ressenti de sa propre qualité de vie n'est pas lié à une meilleure situation objective du territoire. Il n'y a pas un territoire de vie sur lequel se concentrerait de manière écrasante une des catégories de Français qui ressort de cette étude.**

Au niveau agrégé, les données montrent des tendances par région et territoire, mais ne démontrent pas qu'il existe un « effet territoire » sur la manière dont les Français évaluent leur situation et celle de leur territoire. **La clé de compréhension du rapport des Français à leur territoire se situe davantage dans leur ressenti personnel, fruit de leur parcours de vie, choisi ou subi, et des mobilités personnelle, professionnelle, sociale et spatiale qui l'ont construit.**

Tableau 7. Distribution des mobilités-types par type de territoire de vie (%)

	Les Français assignés	Les Français sur le fil	Les Français enracinés	Les Français affranchis	Total
Territoires de vie					
Très urbanisés, plutôt favorisés mais avec des difficultés sociales et des emplois souvent éloignés	26	33	12	29	100
Plutôt favorisés, à l'accès aux équipements rapide mais avec des difficultés socio-économiques	22	32	19	27	100
Denses et riches, présentant d'importantes disparités femmes/hommes	19	27	21	33	100
Plutôt aisés, éloignés de l'emploi, situés surtout dans le périurbain	18	34	24	25	100
Plutôt denses, en situation peu favorables	30	34	23	14	100
Bourgs et petites villes, en situation intermédiaire	27	35	24	14	100
Isolés, peu urbanisés, hors de l'influence des grands pôles	33	25	28	14	100
Autour de villes moyennes, offrant des emplois et des conditions de vie plutôt favorables	22	31	30	17	100
France	25	32	22	21	100

Note de lecture : Au sein du territoire de vie « Très urbanisés, plutôt favorisés mais avec des difficultés sociales et des emplois souvent éloignés », il y a 26% de Français assignés, 33% de Français sur le fil, 12% de Français enracinés et 29% de Français affranchis.

¹⁰ Robert Peynard, Pascal Vialette, « Une approche de la qualité de vie dans les territoires », Insee, octobre 2014, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1281328>

C'est donc l'analyse des données au niveau individuel, et non au niveau agrégé (par région ou par territoire de vie), qui permet de saisir la proximité entre les quatre catégories de Français.

- A ce niveau d'analyse, on constate que les « **Français assignés** » à leur territoire composent un groupe socialement très homogène et avec **peu de points en commun ou de contact avec les autres catégories identifiées**. Il existe un fossé social et économique entre les « Assignés » et les « Affranchis », et une morosité chez les « Assignés » qui les distinguent très fortement des « Enracinés ».
- « **Assignés** » et « **Enracinés** » **coexistent largement** dans les zones isolées et dans les bourgs et petites villes, **mais** il existe une certaine **distance sociale entre eux qui limitent la mobilité d'un groupe vers l'autre**. Les « Français enracinés » sont des quinquagénaires ou plus, retraités, bien insérés socialement, alors que les « Français assignés » sont davantage des quadragénaires, des classes sociales moyennes et populaires, et qui sont plutôt désaffiliés politiquement et socialement.
- Socialement, les « Français enracinés » ont davantage de points communs avec les « Français affranchis » qu'avec les « Français assignés ». Nous pourrions émettre l'hypothèse que les « Enracinés » sont des « Affranchis » qui ont un jour décidé de s'enraciner quelque part sur le territoire pour des raisons personnelles ou professionnelles.
- Enfin, entre ces trois groupes – les « Affranchis », les « Enracinés » et les « Assignés » – nous avons les « Français sur le fil » qui ont des points communs avec chacun des trois autres groupes et dont le profil sociodémographique est le plus proche de celui de la population française dans son ensemble.

Tout comme les « Affranchis », ils sont plutôt mobiles et fortement concentrés dans le centre des villes et les banlieues. Comme les « Enracinés », ils ressentent les inégalités sociales et territoriales mais n'ont pas encore basculé dans le pessimisme massif des « Assignés ». Et comme les « Assignés », ils sont en manque de lien social et montrent des signes de désaffiliation politique. **Cette hétérogénéité sociale et attitudinale des « Français sur le fil » en fait une catégorie d'individus avec un très fragile ancrage social et peu d'attache territoriale.** Cependant, leur parcours de vie n'a pas encore révélé son point d'atterrissage. **C'est parmi les « Français sur le fil » que l'on trouve des Français qui pourraient basculer à terme vers les autres catégories.** Si à court terme ils réussissent à améliorer leur situation économique, ils pourraient devenir eux aussi des « Français affranchis », et puis peut-être à long terme des « Français enracinés ». Mais s'ils ne réussissent pas à construire un projet de vie qu'ils considéreront satisfaisant, alors ils pourraient venir grossir les rangs des « Français assignés ».

Conclusion

Le Baromètre des Territoires a mesuré les opinions de 10 010 Français, le regard qu'ils portent sur leur territoire et leur cadre de vie. Cette étude inédite a permis de constater que les Français ont une bonne image de leur territoire. Dans leur grande majorité, ils trouvent que celui-ci offre une bonne qualité de vie et sont plutôt confiants quant à son avenir. Pour autant, leur rapport personnel à ce territoire est vécu de manières très différentes. **L'analyse révèle une France en quatre « morceaux » : les « Français affranchis » (21%), les « Français enracinés » (22%), les « Français assignés » (25%) et les « Français sur le fil » (32%).**

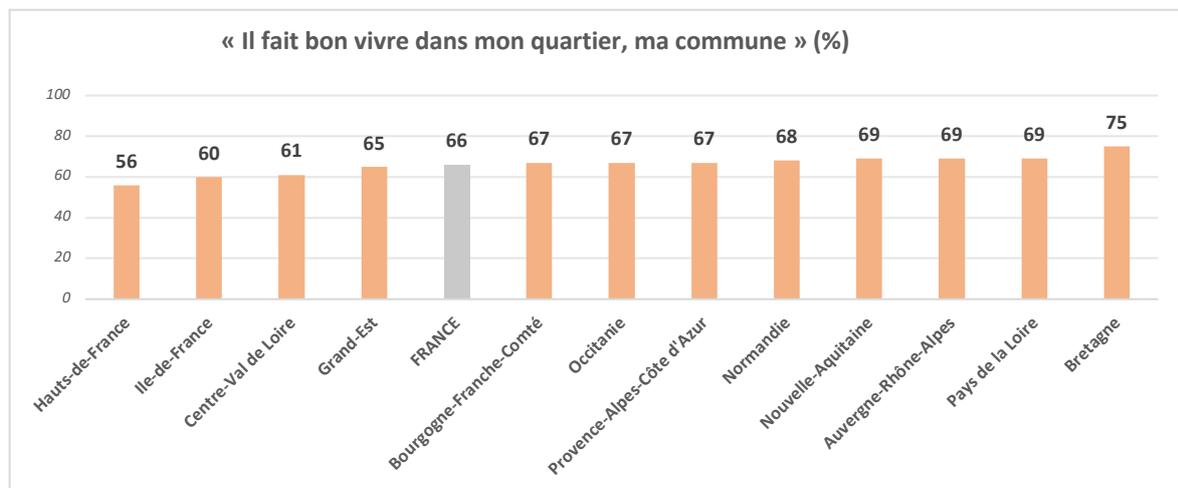
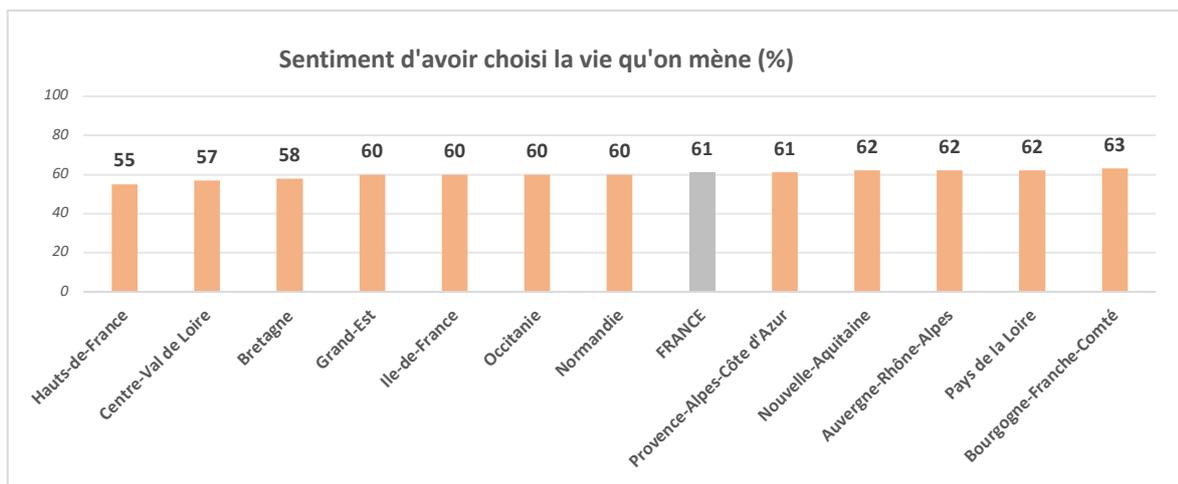
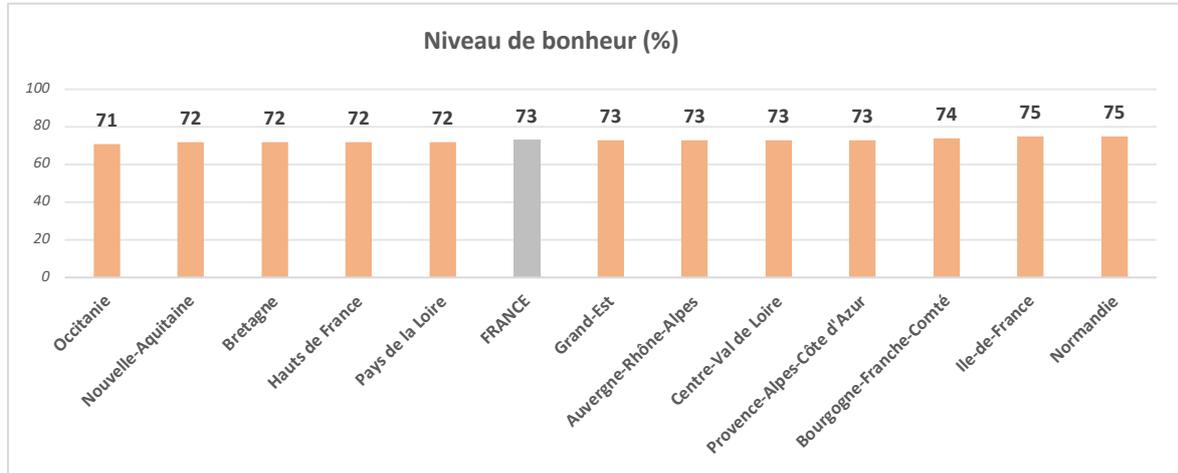
Ces quatre groupes se distinguent notamment par leur sociologie et par leur rapport aux mobilités personnelle, professionnelle, sociale et géographique. **Le territoire n'assigne pas par lui-même à résidence, pas plus qu'il ne permet de s'affranchir des contraintes qui peuvent peser sur les mobilités personnelle, sociale ou géographique des individus. Il peut être un facteur aggravant** : par exemple, avoir un faible niveau de revenus dans un territoire dans une situation économique peu favorable augmente les chances d'être pessimiste sur son avenir personnel. Mais de manière générale, avoir un faible niveau de revenus, que ce soit dans un territoire dans une bonne ou mauvaise situation économique, est corrélé à un fort niveau de pessimisme. **C'est davantage le sentiment d'avoir choisi la vie que l'on mène et son niveau de vie qui façonnent la relation des Français à leur territoire que l'inverse.**

Un autre résultat, qui est moins inédit, mais tout aussi essentiel pour comprendre la France d'aujourd'hui, est que **les rapports au territoire et aux mobilités sont multiples. Si plus d'un tiers des Français vit positivement une certaine mobilité professionnelle et géographique sur le territoire national, les deux tiers restants n'aspirent pas nécessairement à ce modèle de vie.** Une partie conséquente de nos concitoyens est heureuse et a choisi de s'enraciner sur un territoire, et une autre partie se satisferait d'une meilleure qualité de vie, matérielle et immatérielle, sur son territoire mais sans nécessairement passer par une mobilité accrue.

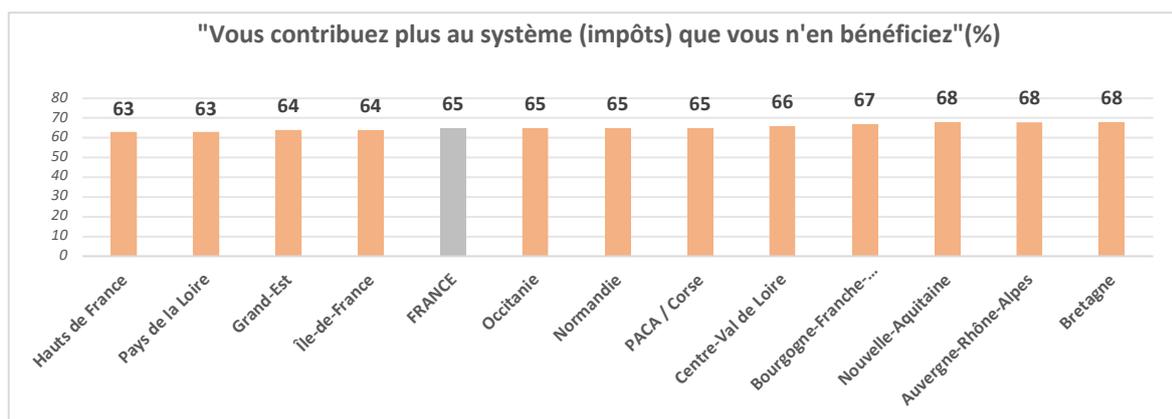
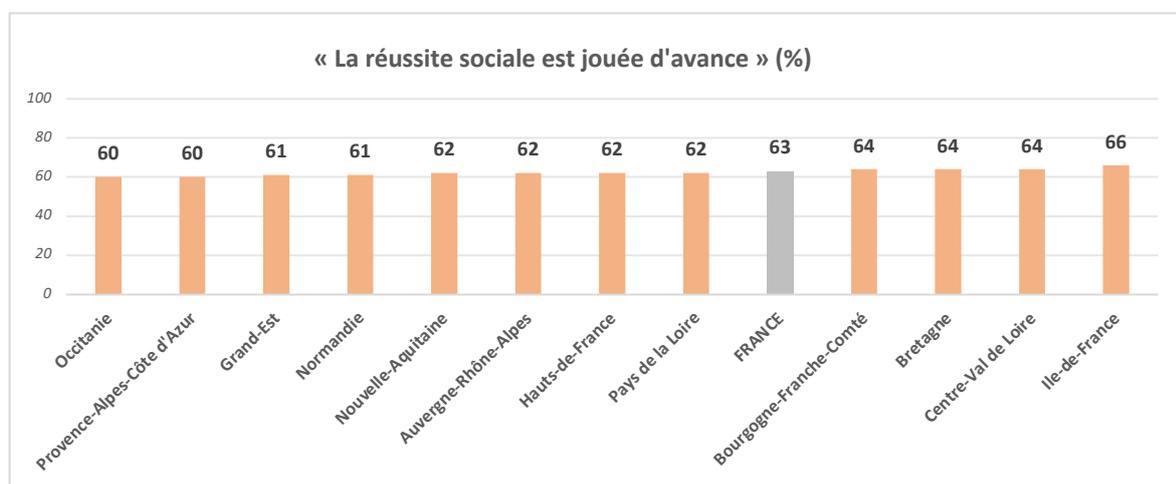
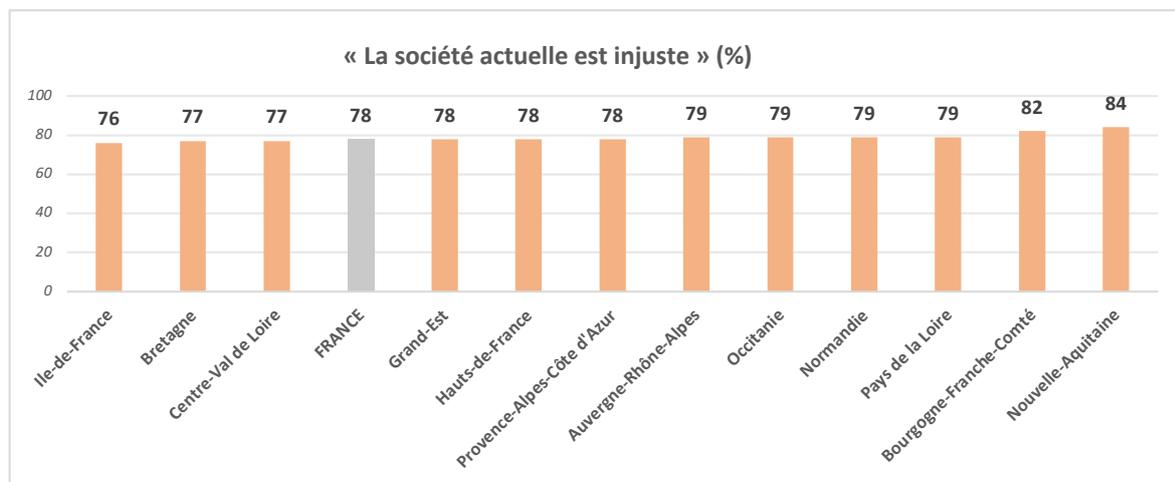
Les implications de ces deux résultats – importance du sentiment d'avoir choisi son parcours et pluralité des rapports à la mobilité – sont considérables pour les décideurs publics et les acteurs socio-économiques présents sur les territoires. **Les aspirations aux mobilités ne sont pas les mêmes pour tous les Français, et même si elles l'étaient, certains se retrouveraient empêchés de les réaliser. Il apparaît donc indispensable de dépasser l'idée d'un modèle de développement unique sur un territoire, comme si la population y était homogène. L'enjeu est bien davantage de redonner le pouvoir de choisir leur parcours de vie aux Français qui l'ont perdu, afin que chacun puisse choisir de partir comme de rester pour réaliser son projet de vie sur le territoire qu'il souhaite.**

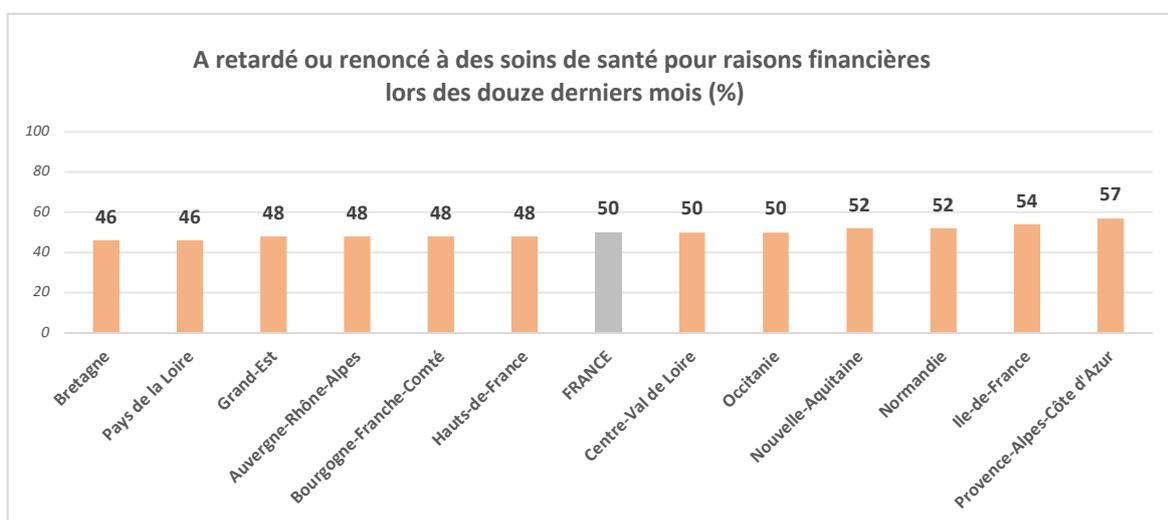
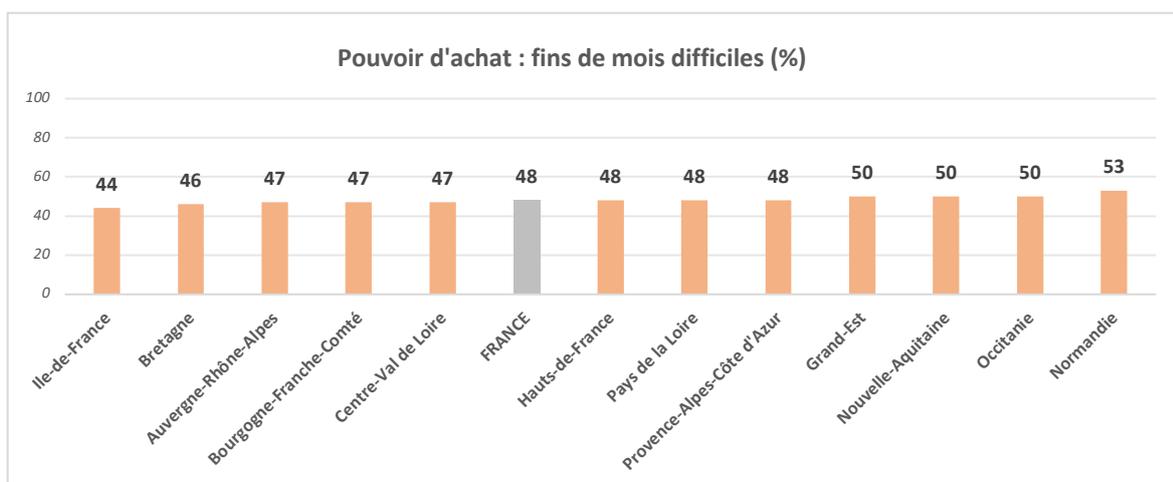
INDICATEURS CLES COMPARES PAR REGION

Bonheur privé :

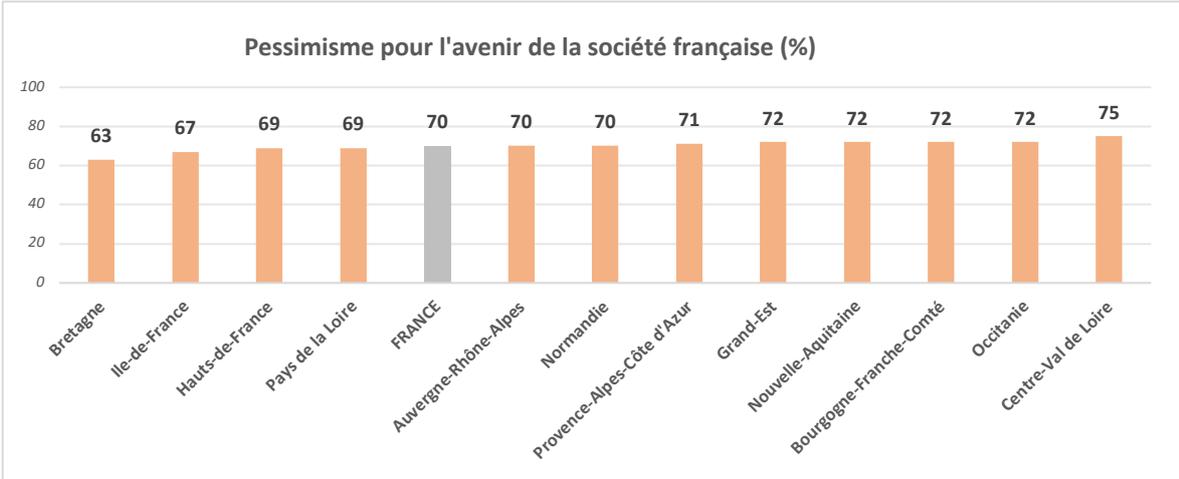
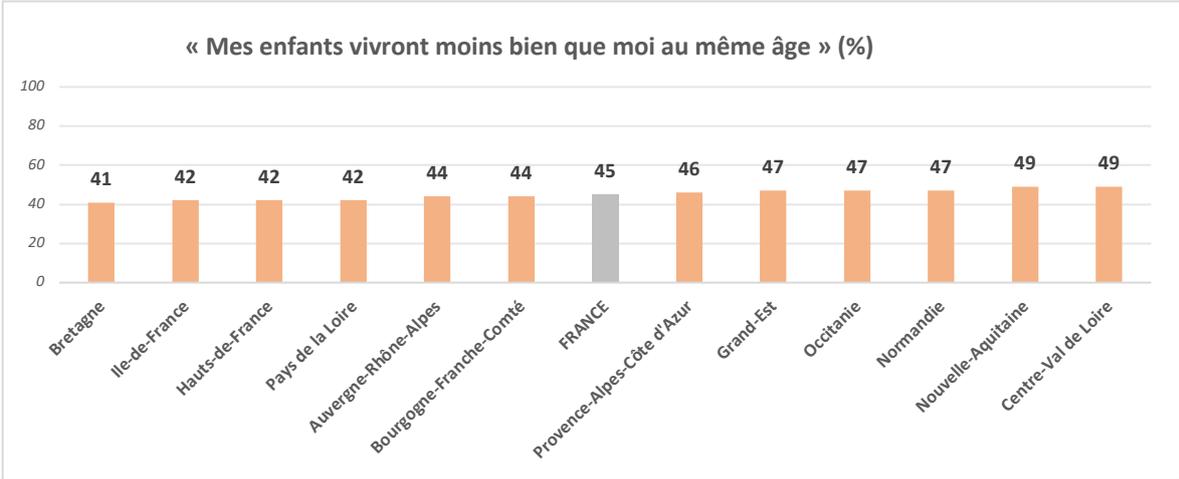
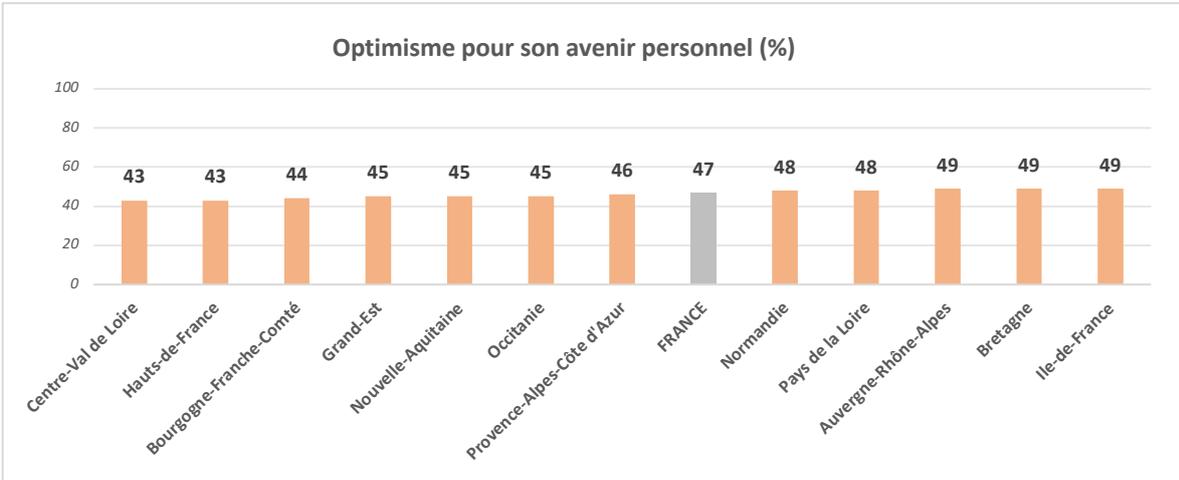


Souffrance sociale :





Crise du pouvoir d'achat et représentations d'une société inégalitaire et injuste fragilisent la confiance et la capacité des Français à se projeter dans l'avenir :



Malgré cette souffrance sociale, la France reste le point d'ancrage le plus rassembleur :

